DEUXIÈME ANNÉE — N° 57 15 SEPTEMBRE 1926

Cahiers du Bolchévisme

BIMENSUEL

Organe théorique du Parti Communiste Français (S. F. I. C.)

SOMMAIRE

		Pages
Staline	L'avenir du socialisme dans l'U. R. S. S.	1731
Maurice Thorez	Notre campagne	1737
Fernand Meunier	Quelques signes évidents de la paix universelle	1742
Albert Treint	Europe et Amérique	1745
Jules Raveau	Un aspect du lock-out de Château-Regnault : La concentration financière dans l'industrie métallurgique	1756
G. Le Gléo	L'« échelle mobile » des salaires	1760
	La discussion dans le Parti russe	1768
	La Vie du Parti	

Prix du numéro : 1 fr. 50

ADMINISTRATION
142, rue Montmartre (2e)

RÉDACTION
120, rue Lafayette (10e)

PARIS

En vente à la LIBRAIRIE DE L'HUMANITÉ
120, Rue Lafayette, PARIS (x^e)

L'INTERNATIONALE COMMUNISTE

Organe du Comité exécutif
de l'Internationale communiste

Prix : 4 francs

PARAIT TOUS LES MOIS

PRIX DE L'ABONNEMENT

	France	Étranger
3 mois	12 fr.	1/2 $
6 mois	24 fr.	1 $
1 an	48 fr.	2 $

Cahiers du Bolchévisme

Organe théorique du Parti Communiste Français

Prix : 1 fr. 50

BI-MENSUEL

PRIX DE L'ABONNEMENT

	France	Étranger U. P.
3 mois	10 fr.	16 fr.
6 mois	18 fr.	30 fr.
1 an	36 fr.	58 fr.

Les communications aux Cahiers, *concernant l'administration, doivent être adressées à l'Humanité, 142, rue Montmartre ; celles concernant la rédaction, 120, rue Lafayette, PARIS*

DEUXIÈME ANNÉE — N° 57 15 SEPTEMBRE 1926

Cahiers du Bolchévisme

BIMENSUEL

Organe théorique du Parti Communiste Français (S. F. I. C.)

Sans théorie révolutionnaire, pas de mouvement révolutionnaire... Ce n'est que s'il est dirigé par une théorie d'avant-garde que le Parti peut jouer son rôle de combattant d'avant-garde.

N. LÉNINE

SOMMAIRE

		Pages
Staline	L'avenir du socialisme dans l'U. R. S. S.	1731
Maurice Thorez	Notre campagne	1737
Fernand Meunier	Quelques signes évidents de la paix universelle...	1742
Albert Treint	Europe et Amérique	1745
Jules Raveau	Un aspect du lock-out de Château-Regnault : La concentration financière dans l'industrie métallurgique	1756
Ch. Le Gléo	L'« échelle mobile » des salaires	1760
	La discussion dans le Parti russe	1768
	La Vie du Parti	

ADMINISTRATION
142, rue Montmartre

RÉDACTION
120, rue Lafayette

PARIS

AUX LECTEURS DES « CAHIERS »

Le prix des Cahiers *est légèrement augmenté. Ce n'est qu'à regret que cette mesure a été prise. Nous aurions voulu, pour faciliter la diffusion de notre organe théorique, maintenir l'ancien prix. La hausse du papier, des frais d'impression, nous obligent à en décider autrement. Nous ne doutons pas néanmoins que nos camarades restent, sans exception, fidèles aux* Cahiers, *si nécessaires à la formation idéologique et à la documentation des militants.*

LES CAHIERS.

Prix de vente du numéro : 1 fr. 50 (Remise : 33, 30 ou 20 °/₀)

ABONNEMENTS

	3 mois	6 mois	Un an
France et Colonies.....	**10 fr.**	**18 fr.**	**36 fr.**
Étranger (Union postale).....	**16 fr.**	**30 fr.**	**58 fr.**
Étranger (Autres pays).....	**30 fr.**	**60 fr.**	**120 fr.**

Pour envois sous plis fermés : 1 franc en sus par mois.

L'AVENIR DU SOCIALISME DANS L'U. R. S. S.

❖ ❖ ❖

Nous reproduisons ci-dessous un passage du livre de Staline les Questions du Léninisme, *qui sera bientôt mis en vente.*

Ce texte important traite de la question des possibilités d'édification du socialisme dans un seul pays.

Dans les numéros suivants des Cahiers, *de larges extraits des* Questions du Léninisme *seront publiés. Précis et clairs, ils aideront les militants à comprendre les problèmes essentiels qui se posent à nos camarades russes et qui sont la base des discussions actuelles du P. C. R.*

❖ ❖ ❖

Quel effet la stabilisation temporaire du capitalisme peut-elle avoir sur l'avenir du socialisme dans notre pays ? Ne devons-nous pas la considérer comme la fin ou le commencement de la fin de l'organisation socialiste dans l'Union Soviétiste ?

Est-il possible, dans notre pays arriéré au point de vue technique et économique, d'édifier le socialisme si le capitalisme subsiste plus ou moins longtemps dans les autres pays ?

Pouvons-nous obtenir une garantie complète contre la menace d'une intervention et, partant, contre la restauration de l'ancien régime, alors que nous sommes encerclés par le capitalisme, qui, ne l'oublions pas, est en ce moment stabilisé ?

Autant de questions qui se posent à nous en raison de l'état actuel des rapports internationaux et que nous ne pouvons laisser sans réponse.

Notre pays présente deux groupes de contradictions : contradictions intérieures entre le prolétariat et la paysannerie; contradictions extérieures entre notre pays, en tant que nation socialiste, et les autres pays, en tant que nations impérialistes.

Examinons séparément ces groupes de contradictions.

Qu'il existe certaines contradictions entre le prolétariat et la paysannerie, la chose est évidemment indéniable. Il suffit de se rappeler ce qui s'est passé et ce qui se passe chez nous sous le rapport de la politique des prix sur les produits agricoles, sous le rapport de la campagne pour la baisse des prix des objets manufacturés pour comprendre toute la réalité de ces contradictions. Il existe en U. R. S. S. deux classes fondamentales : la classe ouvrière et la classe des petits possédants, c'est-à-dire la paysannerie. D'où d'inévitables contradictions. Le tout est de savoir si, par nos propres moyens, nous pouvons vaincre les contradictions existant entre le prolétariat et la paysannerie. Quand on dit : Pouvons-nous construire le socialisme avec nos seules forces ? il faut évidemment traduire : Les contradictions entre le prolétariat et la paysannerie sont-elles surmontables ?

A cette question, le léninisme répond par l'affirmative. Nous pouvons

édifier le socialisme et nous l'édifierons avec le concours de la paysannerie sous la direction de la classe ouvrière.

Quelles sont les raisons qui permettent une telle réponse ?

C'est qu'entre le prolétariat et la paysannerie, il existe des antagonismes, mais aussi une communauté d'intérêts dans les questions fondamentales. Or, cette communauté d'intérêts couvre ou, en tout cas, peut couvrir les antagonismes existants et constitue la base, le fondement de l'alliance des ouvriers et des paysans.

En quoi consiste cette communauté d'intérêts ? Le fait est qu'il existe deux systèmes de développement de l'agriculture : le système capitaliste et le système socialiste. Le système capitaliste, c'est le développement par l'appauvrissement de la majeure partie de la paysannerie, mais, par contre, l'enrichissement des couches supérieures de la bourgeoisie urbaine et rurale. Le système socialiste, au contraire, c'est le développement par l'élévation continue du bien-être de la majorité des paysans. De même que le prolétariat, la paysannerie est particulièrement intéressée au développement socialiste, car c'est pour elle l'unique moyen de se sauver de l'appauvrissement et d'une existence de demi-famine. Inutile de dire que la dictature du prolétariat, qui détient les positions essentielles de l'économie, prendra toutes les mesures nécessaires pour la victoire du socialisme. Ainsi, la paysannerie est vitalement intéressée à ce que le développement s'effectue précisément dans ce sens.

De là, la communauté d'intérêts du prolétariat et de la paysannerie qui couvre leurs contradictions.

Voilà pourquoi le léninisme dit que nous pouvons et devons, avec la paysannerie, construire une société socialiste basée sur l'alliance des ouvriers et des paysans.

Voilà pourquoi le léninisme dit qu'en nous appuyant sur les intérêts communs des prolétaires et des paysans, nous pouvons et devons vaincre par nos propres moyens les contradictions existant entre le prolétariat et la paysannerie.

Mais tous nos camarades ne sont pas d'accord sur ce point avec le léninisme. Voici, par exemple, ce que pense Trotsky de ces contradictions :

> Les contradictions qui se manifestent sous un gouvernement ouvrier dans un pays arriéré, où l'immense majorité de la population est composée de paysans, ne pourront trouver leur solution qu'à l'échelle internationale, sur l'arène de la révolution mondiale du prolétariat (*Préface à l'ouvrage « 1905 »*).

En d'autres termes, tant que le prolétariat d'Occident ne prendra pas et de supprimer dans notre pays les contradictions du prolétariat et de la paysannerie. Nous ne le pourrions que si la révolution mondiale éclatait et nous permettait, enfin, de construire le socialisme.

Inutile de dire que cette théorie n'a rien de commun avec le léninisme.

> Sans l'aide gouvernementale directe du prolétariat européen, la classe ouvrière russe ne pourra se maintenir au pouvoir et transformer sa domination momentanée en dictature socialiste durable (*Notre Révolution*).

En d'autres termes, tant que le prolétariat d'Occident ne prendra pas le pouvoir et ne nous apportera pas son appui, il est inutile de songer à nous maintenir longtemps au pouvoir.

Ailleurs, nous lisons encore :

> Il serait vain de penser que, par exemple, une Russie révolutionnaire pût se maintenir en face d'une Europe conservatrice.

Ainsi, non seulement nous ne pouvons pas construire le socialisme, mais nous ne sommes même pas en état de nous maintenir, ne fût-ce qu'un court laps de temps, en face d'une Europe conservatrice, bien que nous ayons tenu bon jusqu'ici et que nous ayons repoussé victorieusement de furieuses attaques de l'Europe conservatrice.

Enfin, voici ce que dit Trotsky :

> En Russie, il ne pourra y avoir d'essor véritable de l'économie socialiste *qu'après la victoire* (1) du prolétariat dans les principaux pays d'Europe.

J'ai donné ces citations afin de les comparer à des citations de Lénine et de vous montrer qu'il est possible de construire une société socialiste intégrale dans un pays de dictature du prolétariat entouré d'Etats capitalistes.

Voici ce qu'écrivait Lénine en 1915, pendant la guerre impérialiste :

> L'inégalité du développement économique et politique est incontestablement une loi du capitalisme. Il en résulte que le socialisme peut vaincre tout d'abord dans quelques pays capitalistes ou même dans un seul. Le prolétariat victorieux de ce pays, après avoir exproprié les capitalistes et organisé chez lui la production socialiste, se dresserait *contre* le reste du monde capitaliste, attirerait à lui les classes opprimées des autres pays, y susciterait la révolte contre les capitalistes, interviendrait même, au besoin, par la force des armes contre les classes exploiteuses et leurs Etats... Car l'union libre des nations dans le socialisme est impossible sans une lutte acharnée, plus ou moins longue, des républiques socialistes contre les Etats retardataires.

Autrement dit, le pays de la dictature prolétarienne, quoique encerclé de pays capitalistes, non seulement peut surmonter par ses propres moyens les contradictions intérieures entre le prolétariat et la paysannerie, mais encore peut et doit construire le socialisme, organiser l'économie socialiste et mettre sur pied une force armée destinée à venir en aide aux prolétaires des autres pays dans leur lutte pour le renversement du capital.

Telle est la théorie fondamentale du léninisme sur la victoire du socialisme dans un seul pays.

C'est ce que dit encore Lénine, quoique sous une autre forme, en 1920, au 8e Congrès des soviets, à propos de l'électrification de notre pays :

> Le communisme, c'est le pouvoir des soviets, plus l'électrification du pays, faute de quoi le pays serait condamné à demeurer un pays de moyenne paysannerie. C'est ce que nous devons bien nous mettre dans la tête. Nous sommes plus faibles que le capitalisme, non seulement à l'échelle internationale, mais même à l'intérieur du pays. C'est là une chose notoire. Nous nous en sommes convaincus et nous ferons en sorte que notre base économique, qui est en ce moment représentée par la petite paysannerie, soit constituée par la grande industrie. Ce n'est que lorsque le pays sera électrifié, lorsque l'industrie, l'agriculture et les moyens de transport auront comme fondement technique la grande industrie, que nous vaincrons *définitivement* (1).

Lénine se rend parfaitement compte des difficultés auxquelles doit se heurter l'édification du socialisme dans notre pays, et pourtant il n'en tire nullement l'absurde déduction qu' « en Russie il ne pourra y avoir d'essor véritable de l'économie socialiste qu'après la victoire du prolétariat dans les principaux pays d'Europe ». Au contraire, il considère que nous pouvons par nos propres moyens surmonter ces difficultés et remporter la « victoire définitive ». c'est-à-dire réaliser le socialisme intégral.

---

(1) Souligné par Staline.

Mais voici ce qu'il disait encore, une année après, en 1921 :

Dix à vingt années de rapports justes avec la paysannerie et la victoire est assurée à l'échelle internationale (1), même si les révolutions prolétariennes, qui mûrissent, tardent à venir.

Ainsi Lénine voyait nettement les difficultés que l'édification du socialisme aurait à surmonter dans notre pays, mais il n'en concluait pas que, « sans l'aide gouvernementale directe du prolétariat européen, la classe ouvrière russe ne pourrait se maintenir au pouvoir ». Au contraire, il estimait qu'au moyen d'une politique juste à l'égard de la paysannerie, nous pouvions parfaitement obtenir « la victoire à l'échelle internationale », c'est-à-dire réaliser le socialisme intégral.

Qu'est-ce qu'une politique juste à l'égard de la paysannerie ? Une telle politique dépend entièrement de nous, en tant que parti dirigeant l'édification du socialisme dans notre pays.

C'est ce que disait en 1922, mais avec plus de précision encore, Lénine dans ses notes sur la coopération :

Possession par l'Etat des principaux instruments de production, possession du pouvoir politique par le prolétariat, alliance de ce prolétariat avec la masse immense des petits paysans qu'il dirige, n'est-ce pas là tout ce qu'il faut pour pouvoir, avec la seule coopération (que nous traitions auparavant de mercantile et que nous avons maintenant, jusqu'à un certain point, le droit de traiter ainsi sous la Nep), procéder à la construction pratique de la société socialiste intégrale? Ce n'est pas là encore la construction de la société socialiste, mais c'est tout ce qui est nécessaire et suffisant pour cette construction.

Ainsi, après la dictature du prolétariat, il se trouve, d'après Lénine, que nous disposons de tous les éléments nécessaires pour construire la société socialiste intégrale, en surmontant toutes les difficultés intérieures, car il est entendu que nous pouvons et devons les surmonter par nos propres moyens.

Voilà qui est clair.

Examinant l'objection d'après laquelle l'état économique relativement arriéré de notre pays exclut la possibilité de l'édification du socialisme, Lénine la rejette comme quelque chose d'incompatible avec le socialisme :

Extrêmement banal est l'argument qu'ils ont appris par cœur au cours du développement de la social-démocratie d'Europe occidentale et d'après lequel nous ne sommes pas mûrs pour le socialisme, nous n'avons pas en Russie, comme le disent certains « savants », les conditions objectives pour le socialisme.

S'il en était ainsi, il eût été inutile de prendre le pouvoir en octobre 1917 et de faire la révolution. Car, si l'on exclut la possibilité et la nécessité de construire la société socialiste intégrale, la révolution d'octobre perd son sens. Nier la possibilité d'édifier le socialisme dans un seul pays, c'est logiquement nier que la révolution d'octobre fût rationnelle. Et vice versa, si l'on n'a pas la foi en la révolution d'octobre, on ne doit pas admettre la possibilité de la victoire du socialisme dans un pays encerclé par le capitalisme. La liaison entre le scepticisme à l'égard de la révolution d'octobre et la négation des possibilités socialistes de notre pays est flagrante.

Je sais, *dit Lénine*, qu'il est des sages, qui se croient fort malins et s'intitulent même socialistes, qui affirment qu'il ne fallait pas prendre le pouvoir tant que la révolution n'aurait pas éclaté dans tous les pays. Ils ne soupçonnent pas qu'en parlant ainsi, ils s'écartent de la révolution et se rangent aux côtés de la bourgeoisie. Attendre que les masses laborieuses accomplissent la révolution à l'échelle internationale, c'est se figer dans la passivité. C'est tout bonnement de l'absurdité.

(1) Souligné par Staline.

Voilà ce qu'il en est des contradictions du premier genre, des contradictions intérieures relatives à la possibilité de construire le socialisme dans l'encerclement capitaliste.

Voyons maintenant les contradictions du second genre, c'est-à-dire les contradictions extérieures existant entre notre pays en tant que pays du socialisme et les autres pays en tant que pays du capitalisme.

En quoi consistent ces contradictions ?

En ce que, tant que durera l'encerclement capitaliste, nous resterons sous la menace d'une intervention des pays capitalistes, et que, par suite, nous serons menacés d'un retour à l'ancien régime.

Peut-on considérer ces contradictions comme parfaitement surmontables pour un seul pays ? Non. En effet, les efforts d'un seul pays, si même ce pays est un pays de dictature, sont insuffisants pour le garantir contre le danger d'une intervention. La garantie complète contre toute intervention et, partant, la victoire définitive du socialisme ne sont possibles qu'à l'échelle internationale, qu'au moyen des efforts conjugués des prolétaires d'une série de pays, ou, mieux encore, qu'après la victoire des prolétaires dans plusieurs pays.

Qu'est-ce que la victoire définitive du socialisme ?

C'est la garantie complète contre toute tentative d'intervention et, partant, de restauration, étant donné qu'une tentative tant soit peu sérieuse de restauration ne peut être effectuée qu'avec un appui efficace du dehors, en l'occurrence du capital international. C'est pourquoi le soutien de notre révolution par les ouvriers de tous les pays, et à plus forte raison, la victoire de ces ouvriers, ne fût-ce que dans quelques pays, représente pour le premier pays vainqueur une condition indispensable de complète garantie contre les tentatives d'intervention et de restauration, une condition indispensable pour la victoire définitive du socialisme.

Tant que la République des Soviets, *dit Lénine*, restera isolée à la lisière du monde capitaliste, il serait chimérique et utopique de songer... à la disparition de toute espèce de dangers. Il est évident que, tant qu'il subsiste de telles oppositions, il subsiste des dangers que, quoi qu'on fasse, on n'arrivera pas à éviter.

Et plus loin :

Nous vivons non seulement dans un Etat, mais dans un système d'Etats, et c'est pourquoi on ne peut concevoir une existence parallèle de longue durée de la République des Soviets et des Etats impérialistes. En fin de compte, l'un ou l'autre doit l'emporter.

Voilà pourquoi, dit Lénine :

On ne peut vaincre définitivement qu'à l'échelle internationale et seulement au prix des efforts conjugués des ouvriers de tous les pays.

Telle est la nature des contradictions du second genre. Confondre le premier groupe de contradictions, parfaitement surmontables par les efforts d'un seul pays, avec le second groupe de contradictions, qui exigent pour leur solution les efforts des prolétaires de plusieurs pays, c'est commettre une faute grossière envers le léninisme, c'est être un confusionniste ou un opportuniste incurable.

Pour donner un échantillon de la confusion qui règne dans certains esprits, je citerai le passage d'une lettre que m'écrivit un camarade au début de cette année au sujet de la victoire du socialisme dans un seul pays.

Vous dites, *écrit-il,* que la théorie léniniste... réside dans le fait que le socialisme peut vaincre dans un seul pays. Malheureusement, je n'ai pas trouvé dans les œuvres de Lénine d'indications à ce sujet.

Le malheur n'est pas que ce camarade, que je considère comme un des meilleurs parmi nos jeunes étudiants communistes, n'a pas trouvé ces indications. Le jour viendra où il les trouvera. Ce qui est grave, c'est qu'il a confondu les contradictions intérieures avec les contradictions extérieures et qu'en fin de compte il s'est égaré lui-même dans ce brouillamini. Peut-être ne sera-t-il pas superflu de vous donner connaissance de la réponse que j'ai faite à ce camarade :

Il ne s'agit pas de la victoire complète, mais simplement de la victoire qui consiste à chasser les propriétaires fonciers et les capitalistes, à prendre le pouvoir, à repousser les attaques de l'impérialisme et à poser les jalons de l'organisation de l'économie socialiste. Le prolétariat d'un seul pays peut parfaitement atteindre ces objectifs, mais une complète garantie de restauration ne peut être obtenue qu'avec « les efforts communs des prolétaires de plusieurs pays ». Il eût été insensé de déclencher la révolution en Russie avec la conviction que le prolétariat russe vainqueur, bénéficiant de la sympathie active des prolétaires des autres pays, mais sans la victoire du prolétariat dans plusieurs autres pays, « ne pourrait pas se maintenir contre une Europe conservatrice ». Ce n'est pas du marxisme, mais du vulgaire opportunisme. Si cette théorie était juste, elle donnerait tort à Lénine, qui affirme que nous transformerons la Russie de la Nep en Russie socialiste, que nous avons « tout ce qu'il faut pour l'édification d'une société socialiste intégrale »... Le plus dangereux dans notre politique pratique, c'est la tendance à considérer un pays victorieux comme quelque chose de passif, capable seulement de marquer le pas jusqu'au moment où les prolétaires victorieux des autres pays accourront à son secours. Admettons que, pendant cinq ans, dix ans, l'Occident ne connaisse pas de révolution victorieuse; admettons que, durant ce temps, notre république continue à exister et à organiser l'économie socialiste dans les conditions de la Nep. Or, dans ce cas, pensez-vous que, pendant toute cette période, notre pays, s'occupera de moudre du vent et ne se livrera pas à l'édification de l'économie socialiste? Il suffit de poser la question pour comprendre tout le danger de la théorie de la négation de la victoire du socialisme dans un seul pays. Mais s'ensuit-il que la victoire sera complète, définitive? Pas le moins du monde. Tant que durera l'encerclement capitaliste, la menace d'intervention persistera.

Tel est le jour sous lequel nous apparaît l'avenir du socialisme dans notre pays, conformément à la résolution adoptée à ce sujet par la quatorzième conférence de notre parti.

Staline.

❖ ❖ ❖

ERRATUM

Par suite d'une erreur de typographie qui s'est glissée dans le préambule que j'avais écrit à l'article de Lénine : *La social-démocratie et les accords électoraux,* on m'a fait dire exactement le contraire de ce que j'avais dit. J'avais écrit : c'est une erreur de considérer tous les partis bourgeois comme une seule masse *réactionnaire,* et non pas *révolutionnaire,* ce qui n'a pas de sens. J'espère d'ailleurs que, selon la formule, les lecteurs auront rectifié d'eux mêmes.

M. O.

NOTRE CAMPAGNE

❖ ❖ ❖

Contre le gouvernement Poincaré-Herriot, contre la faillite lamentable du Cartel et contre « l'opposition loyale » de la S.F.I.O., notre Parti engage à travers le pays une vigoureuse campagne d'agitation.

De grands meetings populaires, des démonstrations de masses sont prévus dans les plus grandes villes. Outre ces 40 manifestations à caractère régional, nos organisations de province prépareront de nombreuses réunions dans les centres de moindre importance et tiendront de multiples assemblées locales.

Mais il va de soi que la campagne du Parti ne saurait être limitée à nos grandes manifestations. C'est tout le Parti qui doit être mobilisé en vue d'un gros effort de pénétration parmi les ouvriers et les autres couches sociales exploitées.

La campagne d'agitation doit être l'occasion d'un recrutement intense et avant tout d'un renforcement politique et numérique de nos cellules d'entreprises.

Le succès de la campagne générale, l'obtention de résultats quant au recrutement, exigent une préparation sérieuse de notre plan d'agitation et une adaptation de l'organisation du Parti aux tâches qui lui incombent.

C'est ainsi que nous sommes amenés constamment à envisager le travail d'organisation ou de réorganisation en liaison avec le travail politique et par rapport aux tâches pratiques du moment.

Les assemblées intérieures

Tous les Comités régionaux ont été saisis à temps des décisions du C. C. à propos de notre campagne.

Sur la base des documents que nous leur avons fournis, ils ont procédé à l'étude de la situation politique en général, et aussi de la situation dans leur région, et ils ont tiré de cette étude les conclusions pratiques pour le travail du Parti.

Ils doivent maintenant préparer un travail analogue pour chaque rayon. Le comité de rayon assurera la réunion d'assemblées de cellules dans lesquelles sera posée la question de la campagne du Parti.

La préoccupation essentielle du Comité régional comme du Comité de rayon, ce doit être « *la conquête des grosses entreprises* ».

*

Nos meetings, nos démonstrations réussiront dans la mesure où nous aurons su mener préalablement une sérieuse agitation en profondeur. Ce travail, il faut l'effectuer dans les grandes usines. La masse de nos manifestants doit être trouvée dans les fonderies, dans les fosses, dans les immenses usines de mécanique et du textile, dans les ports, dans les ateliers de chemin de fer, etc.

L'organisation du Parti

Une campagne doit être minutieusement étudiée et préparée avec soin jusqu'au plus infime détail.

Examinons comment, dans le domaine de l'organisation, vont se poser les questions.

En premier lieu, nous pouvons posséder un rayon bien assis et comportant de nombreuses cellules d'entreprises *dans une seule localité.* Il s'agira, dans ce cas, de fixer la tâche de chacune des cellules d'entreprises.

Les membres de la cellule doivent discuter de la campagne, sur nos mots d'ordre et sur le travail à entreprendre dans leur usine : distribution de tracts, diffusion de notre presse et de nos brochures; rédaction et diffusion d'un journal d'entreprise spécialement consacré à la campagne; agitation à la porte de l'usine; assemblée générale de tous les ouvriers; réunions de sympathisants en vue du recrutement, etc.

La cellule doit lancer cette idée et en obtenir la réalisation : « *Chaque membre du Parti doit recruter un nouvel adhérent.* »

Une agitation spéciale doit par ailleurs être menée sur le plan purement local. Certaines couches de la population doivent être touchées. Le rayon doit donc, s'il ne l'a pas fait encore, procéder sans délai à la création des cellules de rues. Les membres du Parti qui ne travaillent pas dans les entreprises seront rassemblés en une cellule de rue. Leur mutation allégera les cellules d'entreprises, noyées jusqu'ici par un trop grand nombre de rattachés.

Les cellules de rues effectueront le travail qui leur incombe : distribution de tracts et de journaux à domicile, collage d'affiches, préparation matérielle des meetings locaux, etc., etc...

Deuxièmement, nous avons un rayon très grand, s'étendant sur de nombreuses localités.

Le Comité de rayon convoquera les membres des cellules de chaque localité ou, si c'est impossible, les délégués de ces cellules, et il procédera à la constitution d'un Comité local.

Pourquoi disons-nous un Comité local ? Parce qu'il n'est pas nécessaire de compliquer notre vocabulaire et qu'il faut faire dire aux mots ce qu'ils doivent dire.

Jusqu'ici, nous avons dit : sous-rayon. C'est un terme impropre.

Le sous-rayon, c'est une subdivision du rayon, *dans une grande ville* (Paris, Lyon, Marseille possèdent des sous-rayons).

Le Comité local, c'est une subdivision du rayon comprise dans les limites d'une commune.

C'est le Comité local qui dirige, sous le contrôle du rayon, toute l'activité des cellules de son ressort et qui, par conséquent, mène la campagne dans la localité.

Troisièmement, la réorganisation du Parti n'a pas été opérée complètement ou elle ne l'a été qu'en paroles.

Alors c'est l'organisation locale, section ou groupe, qui prépare la campagne. Mais, envisageant la conquête des usines, la section constitue des noyaux dans chaque entreprise en vue du travail immédiat. Ultérieurement et en raison de l'accroissement des effectifs qui doit couronner une campagne bien menée, les noyaux sont constitués en cellules et la section disparaît. Un Comité local est alors élu par toutes les cellules de la localité.

Ainsi le travail de réorganisation se trouve relié absolument au travail politique et s'opère en raison des tâches du Parti.

Le recrutement

La campagne d'agitation du Parti n'est pas une fin. Le but, c'est d'organiser la lutte du prolétariat et de permettre sa victoire sur la bourgeoisie; mais le prolétariat ne peut vaincre, s'il n'est guidé par un Parti communiste puissant, idéologiquement et organiquement. Il faut donc que nous recrutions.

Quelles sont actuellement les raisons essentielles qui ont empêché un recrutement intensif de notre Parti?

1° C'est la tendance à la secte. Nous avons à maintes reprises signalé l'exemple de ces cellules qui se renferment sur elles-mêmes, craignant les mouchardages, les dénonciations, la répression. Nous avons signalé également cet autre danger : sous-estimation des ouvriers qui ne sont pas membres du Parti. Au dernier Comité central, nous avons pu citer l'exemple d'un secrétaire de rayon qui prétend que les ouvriers sont stupides et qu'ils ne valent pas la peine qu'on se débrouille pour les organiser.

2° C'est l'effroi que provoque encore chez un grand nombre de sympathisants le système d'organisation de notre Parti dont on leur a fait une description ridicule et fantastique; et la bourgeoisie (le *Quotidien* et sa circulaire 128), ont prodigieusement aidé à développer l'atmosphère de crainte vis-à-vis de notre Parti.

3° Ce sont les obligations des membres de nos cellules, y compris ceux qui viennent d'adhérer tout récemment, et qui se trouvent chargés immédiatement d'un grand nombre de tâches qu'il ne peuvent remplir utilement.

4° Ce sont également les charges matérielles, les obligations financières des membres de notre Parti. Il est certaines cellules qui obligent leurs membres à être non seulement syndiqués, ce qui est indispensable, mais aussi à adhérer au S. O. I., à l'A. R. C., etc.

Comme nous voulons que les cotisations soient régulièrement payées suivant les salaires et que nous organisons de multiples collectes, souscriptions, tombolas, achats de journaux et brochures, on s'imagine facilement avec quel soupir de soulagement les adhérents quittent la cellule et se promettent parfois de n'y plus remettre les pieds.

5° C'est, enfin et surtout, pour les sympathisants que ne rebutent ni les obligations, ni les charges, l'impossibilité de trouver le Parti. Il faut insister sur ce point : la transformation du Parti a amené la disparition des sièges, des permanences où les ouvriers pouvaient aller chercher les renseignements qu'ils sollicitaient du Parti.

Par conséquent, il faut :

1° Répéter sans cesse notre mot d'ordre du dernier Comité central : « *Ouvrons les portes du Parti aux ouvriers.* » Les cellules ne peuvent être de petits groupes de discussion, isolés de la masse des ouvriers de l'usine. Elles doivent tendre à grouper le plus grand nombre de ces ouvriers.

Les méthodes de travail de la cellule, plus que le petit nombre de ses adhérents peuvent empêcher les mauvais effets du mouchardage et éviter la répression.

2° Il faut expliquer sans cesse, brièvement, mais simplement, pourquoi notre Parti est organisé sur la base des cellules d'entreprises, en montrant qu'il n'y a là, de sa part, aucun but mystérieux et inavouable, mais qu'il s'agit simplement de permettre le rapprochement le plus étroit du Parti et de la masse prolétarienne; qu'il s'agit seulement de faire entrer dans le Parti, avant-garde du prolétariat, les meilleurs, les plus actifs, les plus dévoués parmi les ouvriers.

3° Il faut, à l'intérieur même du Parti, distribuer à chaque membre une tâche minime, mais une seule tâche. Chacun travaillant, il est possible de ne pas accabler sous un fardeau trop lourd les quelques camarades qui ont jusqu'ici assumé toutes les responsabilités et accompli tout le travail pratique.

4° Il faut cesser avec l'obligation de l'adhésion à une foule de groupements. Les organisations telles que le S.O.I., l'A.R.A.C. permettent au Parti d'influencer de plus larges masses de travailleurs. Elles doivent évidemment compter dans leurs rangs des communistes tout à fait sérieux et tout à fait avisés, mais elles ne doivent pas grouper que des communistes, et leur recrutement doit surtout se faire parmi les ouvriers sans parti ou parmi les membres du Parti socialiste et des syndicats confédérés. Ce qui est absolument indispensable, c'est de faire au sein de la cellule un long travail

d'éducation, de donner de nombreuses explications pour convaincre le nouvel adhérent de la nécessité de se syndiquer. C'est aussi d'expliquer que le Parti et ses œuvres ne peuvent vivre et se développer que par le concours financier de tous les membres du Parti, et surtout des sympathisants auprès desquels il faut organiser systématiquement les collectes.

5° Il faut enfin dans chaque quartier d'une grande ville, dans chaque localité en province, donner un siège au Parti. Chaque sous-rayon, chaque comité local doit être pourvu d'une permanence où les sympathisants pourront recevoir toutes les indications nécessaires en vue de leur adhésion au Parti.

Plus particulièrement, en ce qui concerne la campagne d'agitation, il est nécessaire de développer l'édition des tracts comportant un bulletin d'adhésion. Ces bulletins d'adhésion distribués abondamment aux portes des usines, dans les réunions, dans les meetings, porteront l'adresse de la région ou, mieux, de l'organisation locale. Il est évident que, pendant toute la campagne, les journaux d'entreprises doivent comporter de tels bulletins d'adhésion.

Quel recrutement allons-nous faire au cours de la campagne ? Le plus grand nombre des adhésions seront reçues sur la base locale. L'exemple du sous-rayon de Clichy qui n'avait fait aucune adhésion pendant de longs mois et qui a recueilli 100 adhésions à la suite d'une campagne électorale municipale, montre qu'il est nécessaire de faire un sérieux travail de défrichement et d'éducation avant de diriger les nouveaux adhérents sur les cellules de leurs lieux de travail. Dans beaucoup de cas où nos cellules sont faibles ou même, là où elles n'existent pas, il est nécessaire de fournir aux nouveaux membres du Parti un rudiment d'éducation politique, toutefois en les faisant participer, dès le début, au travail de leur cellule d'entreprise, si elle existe.

Ce n'est qu'après avoir accompli ce premier travail que l'on pourra affecter définitivement les nouveaux adhérents aux cellules d'entreprises.

Il est évident que ces mesures occasionnelles ne doivent pas faire oublier le travail propre des cellules et l'adhésion directe partout où c'est possible.

Encore une fois, le recrutement normal d'un Parti communiste doit se faire dans l'usine, parmi les ouvriers des grosses entreprises.

Encore une fois, la campagne d'agitation du Parti ne portera ses fruits que si elle ne se limite pas aux grands meetings, mais qu'elle signifie au contraire une activité politique et systématique de tous nos organismes (région, rayon, comité local et cellule) et de tous les membres du Parti.

Maurice Thorez.

= COLOMBES GENEVOISES ET OLIVIERS LOCARNIENS =

Quelques signes évidents de la paix universelle

❖ ❖ ❖

La semaine où s'est ouverte la VIIe Assemblée des nations à Genève, a vu en même temps se précipiter jusqu'au paroxysme les crises où se débattent sur tous les points sensibles du monde, les divers impérialismes.

La question de Chine s'est rouverte avec une telle acuité que comme il y a 26 ans, lors de l'expédition contre les Boxers, le monde se remplit de rumeurs de guerre.

Dans la Méditerranée, le conflit qui se prépare et qui mettra quelque jour aux prises l'Europe presque entière, accumule toujours ses nuées orageuses.

Et c'est à ce moment précis qu'à Genève, on entend les hommes d'Etat célébrer à l'envi l'entrée de l'Allemagne dans le Conseil, comme l'ouverture d'une ère nouvelle qui achemine le monde vers la paix définitive. C'est l'occasion pour Briand de replacer avec des développements nouveaux et des accents étranglés une nouvelle édition du fameux discours sur le germe d'olivier qui fit couler à la Chambre française il y a quelques mois tant de larmes aux vieilles hystériques des tribunes.

*
* *

Ce qui paraît le plus tragique, c'est que l'une au moins des questions qui font le désespoir des diplomaties se trouve liée en fin de compte, qu'on le veuille ou non, aux débats de Genève, et qu'elle leur emprunte le plus clair de sa charge électrique. C'est la question de la Méditerranée, ou si l'on préfère, d'un point de vue plus général, la question des colonies et des mandats.

Après la guerre, deux nations se sont admirablement servies. L'Angleterre et la France se sont seules partagé les dépouilles des vaincus et distribué les mandats.

L'Allemagne dépouillée, restait en dehors de la S. D. N. L'Italie, déçue par le partage y entrait dans l'espoir d'obtenir de l'intrigue ce qu'elle n'avait pu obtenir de la force.

Or, voyez si l'Italie fasciste, depuis que Mussolini a lancé le mot d'ordre : « Tournons-nous vers les colonies ! » a fait autre chose que d'utiliser successivement l'intrigue dans la S. D. N. et l'intrigue séparée avec chaque nation pour obtenir la révision de l'acte de Versailles.

La première lui a peu réussi : l'Angleterre et la France voient avec inquiétude le troisième larron tourner ses regards de convoitise vers le « profitable banquet colonial » où elles sont seules assises.

Mais l'heure de Mussolini est arrivée lorsqu'il a paru nécessaire à l'Angleterre de faire entrer l'Allemagne dans la S. D. N. pour y contre-balancer l'influence française et créer en Europe un nouvel équilibre de forces.

A Rapallo, ce n'est point seulement de la dette italienne que Chamberlain parla avec Mussolini. On sait aujourd'hui que dans cette entrevue fut examinée la question éthiopienne. *Il n'est pas possible que toute la question des colonies et des mandats n'ait pas été posée alors par l'Italie.*

Donnant donnant ! La voix de l'Italie sera acquise à l'Allemagne moyennant la garantie par l'Angleterre que l'Italie sera servie avant l'Allemagne lorsque celle-ci posera la question des colonies.

C'est ainsi que fut signé le scandaleux accord anglo-italien sur l'Ethiopie où l'on voit deux des principaux membres permanents du Conseil de la S. D. N. violer la charte de leur institution et se partager le territoire d'un des états membres de leur institution « pacifique ».

Puis, dès que l'Italie a réussi son coup avec l'Angleterre, elle se tourne vers la France : Tunis ! Le Maroc ! Tanger ! Et le point d'appui dont elle se sert, c'est naturellement l'Espagne avec laquelle elle recherche, puis conclut l'accord que nous indiquions ici même comme probable, il y a deux mois, bien avant que sa publication soudaine vînt surprendre le quai d'Orsay en plein sommeil.

Dès lors, tout devient clair dans le chaos apparent de la politique.

L'Italie, membre permanent du Conseil de la S. D. N. ne peut elle-même prendre l'initiative de la démolition de la S. D. N. *si utile à l'Angleterre.* Mais elle va susciter les intrigues de l'Espagne, en sorte que celle-ci pose la question de Tanger comme on jette une bombe, à l'ouverture même de la session de Genève.

*
* *

Quel est le bénéfice retiré par l'Italie depuis un an, d'une telle politique ? Elle a gagné du temps, négocié, posé des jalons, conclu des alliances, et s'est prémuni ainsi dans une assez large mesure contre les exigences qu'elle prévoit de la part d'une Allemagne qui, sitôt entrée dans le concert des nations, posera elle aussi la question des territoires.

En quelques mois, l'Italie a conclu un accord à longue portée (côté Asie Mineure) avec la Roumanie, et dans le même sens s'est efforcée de gagner les sympathies grecques et yougoslaves. Un accord avec l'Angleterre (Abyssinie). Un traité *dont une partie est secrète* avec l'Espagne (Méditerranée, Afrique du Nord). En même temps, elle a poursuivi du côté de la Pologne ses tentatives de pénétration, d'accord avec les capitaux américains pour exploiter certains monopoles, et n'a pas manqué de souligner l'abandon par la France des intérêts polonais.

Au moment où se déroulent les débats de Genève — tragi-farce —, la France qui paraît jouer un rôle de premier plan est donc en réalité isolée, dans un cercle d'hostilité déférente.

*
* *

Demain, l'avortement de la S. D. N. qui éclate à tous les yeux désormais, marquera plus durement ses effets. L'Espagne a quitté Genève et semble vouloir mettre à exécution les menaces que proféraient il y a peu M. Primo de Rivera et M. Yanguas. L'évacuation du Rif par l'Espagne, *c'est toute la question de l'Afrique du Nord posée à nouveau avec ampleur.* C'est la revision nécessaire de l'acte de 1912 et du statut de Tanger, c'est le triomphe de la politique italienne.

Et l'entrée de l'Allemagne dans le concert fait présager après quelque temps de cautèle, qu'aux discours d'un Streseman déguisé en chérubin succéderont les exigences plus précises et plus impérieuses d'une Allemagne restaurée dans sa force et dans son prestige. Certes, ce n'est point nous qui défendrons l'occupation des territoires rhénans. Mais il faut prévoir qu'à cette question, l'Allemagne saura en lier d'autres plus inquiétantes.

Elle ne tardera pas à faire entendre à ses ennemis d'hier, ses complices de demain, que l'honneur de l'admission à la S. D. N. est une chose qui ne paie pas, et qu'elle entend être servie au même titre que les autres nations.

On retiendra, si l'on veut être fixé sur les intentions de l'Allemagne, les déclarations qu'imprimaient ses journaux la veille même de son admission :

« *La présence de l'Allemagne est plus indispensable à la S. D. N. que la S. D. N. n'est nécessaire à l'Allemagne.* »

Il ne faut pas douter qu'elle saura faire payer au plus haut prix la collaboration qu'on lui a demandée.

Ainsi, les appétits, le cynisme et l'impudence des grands Etats transforment l'assemblée faite pour « dire le droit international » en une officine suspecte où se nouent les intrigues, où s'affrontent les intérêts les plus méprisables, et où se tend la trame des opérations les plus nettement politiques destinées à bouleverser au détriment de certains Etats l'équilibre instable de l'Europe et du monde.

Un avortement aussi monstrueux est sans exemple. Mais s'étonnera-t-on qu'engrossée par Chamberlain, par Poincaré, par Mussolini et par Hindenburg, la « pacifique » Société des Nations accouche un jour de la guerre ?

Fernand Meunier.

P. S. — Le temps nous manque pour parler convenablement ici des événements de Chine, qui ont leur place marquée dans une étude des preuves que la S. D. N. nous administre de ses efforts en faveur de la paix. Signalons seulement que la Chine est membre de la S. D. N. et que l'Angleterre vient d'avoir recours aux armes pour régler un conflit dans lequel elle estimait son prestige et son honneur engagés.

Nous aurons dans le prochain numéro des *Cahiers* l'occasion de souligner cette singulière attitude d'un Etat qui récuse par avance pour le règlement de ses propres conflits l'organisme international dont elle se sert pour régler ceux des autres nations.

AVIS AUX LECTEURS

Nous publierons dans le prochain numéro des « Cahiers », un article de notre camarade G. PÉRI, sur la session de la S. D. N.

EUROPE ET AMÉRIQUE

◆ ◆ ◆

Locarno n'a pas seulement été un bloc contre la Russie des Soviets. Locarno n'a pas seulement favorisé les intérêts de la Grande-Bretagne et contrecarré l'hégémonie continentale de la France, tout en correspondant aux intérêts de l'Amérique en tant que créancier (garantie des capitaux investis en Europe); il a eu un autre rôle: ç'a été la première tentative de création d'un bloc européen sous la direction de la Grande-Bretagne en face des Etats-Unis, Locarno a été la première tentative des nations débitrices d'Europe pour former un bloc contre la nation créancière, les Etats-Unis d'Amérique.

John PEPPER.

(Revue: l'*Internationale Communiste*, n° 10, avril 1926.)

Après le camarade Humbert-Droz, dans la *Pravda* du 17 juillet, mon ami Semard critique la thèse que j'ai soutenue devant le Congrès de Lille relativement à la question Europe-Amérique. Toutefois je dois souligner que la critique de Semard est plus prudente, plus modérée et beaucoup moins déformatrice des opinions que j'ai réellement exprimées.

Semard note que le reproche me fut adressé de sous-estimer le rôle de l'I. C. et de l'U. R. S. S.; mais il ne dit pas si à ses yeux ce reproche est fondé. Je ne pense pas que Semard puisse prendre à son compte ce reproche qui m'a été en effet adressé.

Semard estime qu'une divergence assez sérieuse est apparue sur la question Europe-Amérique entre le Congrès et moi. Des divergences sont apparues non entre le Congrès et moi, mais entre divers camarades dirigeants et moi, ce qui est assez différent. J'ai des raisons de penser que l'immense majorité des délégués fut vivement intéressée par notre discussion contradictoire, mais que si on lui avait demandé de se prononcer catégoriquement pour l'une des thèses en présence, elle aurait demandé le temps d'étudier et d'approfondir la question. Et la majorité du Congrès aurait eu raison. Tout le monde l'a si bien senti que personne n'a proposé un texte sur lequel le Congrès aurait été appelé à voter. Dans ces conditions, il est impossible de parler d'une divergence entre le Congrès et moi.

Semard qualifie ma thèse d'originale. C'est plus ou moins juste. Je viens de lire l'article de John Pepper paru dans le n° 10 de notre

*

revue: l'*Internationale Communiste*. Sur beaucoup de points, sans que nous nous soyons entendus pour cela, John Pepper fait les mêmes constatations objectives que moi. En tout cas, on ne saurait combattre une thèse parce qu'originale. On n'a le droit de combattre une thèse que si elle est fausse. Mais alors il ne faut pas affirmer, mais démontrer.

Semard présente ma thèse comme bâtie sur des probabilités ou des généralités. La thèse que j'ai exprimée au Congrès de Lille est le fruit d'une étude que je poursuis depuis plus d'une année. Cette thèse est basée non sur des probabilités ou sur des généralités, mais sur un ensemble de faits bien précis. C'est en constatant les faits, en observant la manière dont ils évoluent, et en prolongeant vers l'avenir la courbe de cette évolution que j'ai tracé des perspectives d'avenir. Pour tracer des perspectives, je ne connais pas d'autre méthode. Si l'on veut m'en enseigner une autre, je ne demande qu'à apprendre.

Naturellement, nul ne peut affirmer avec une certitude absolue que les perspectives ainsi déterminées se réaliseront intégralement. Dans les prévisions les mieux basées, il y a toujours une part d'incertitude. Est-ce une raison pour renoncer à prévoir et à tracer des perspectives? Alors il faudrait se borner à ne pas voir plus loin que le lendemain immédiat et nous serions condamnés à faire une politique au jour le jour et sans horizon. Faute d'une action quotidienne orientée dans le sens de nos grandes perspectives, nous serions condamnés à nous ratatiner dans un étroit praticisme d'organisation dont Lénine a montré qu'il conduit toujours à l'opportunisme.

Ceci ne veut pas dire que nous devons nous cristalliser dans nos perspectives et les considérer comme une vérité établie une fois pour toutes et immuable. Toute perspective est une hypothèse qui généralise les faits observés et prolonge leur évolution vers l'avenir. Ce qu'on peut demander à une perspective, c'est ce qu'on peut demander à une hypothèse scientifique: à savoir de rendre compte des faits connus au moment où elle a été établie, de relier ces faits et de n'être en contradiction réelle avec aucun d'eux. Si plus tard des faits nouveaux apparaissent, en contradiction réelle avec nos perspectives, avec notre hypothèse, alors nous devons ou modifier, ou rejeter. Même inexacte, toute hypothèse, sans cesse reconfrontée avec la réalité, permet de s'approcher sans cesse davantage de la vérité scientifique comme de la vérité politique et sociale. Elle nous empêche d'être accablés et aveuglés par la masse des faits. Elle nous permet de classer, de relier, d'expliquer. Même si le classement, la liaison et l'explication sont erronés, l'hypothèse est une première tentative pour sortir du chaos, de la routine et de l'empirisme. Combien d'hypothèses fausses ont servi à formuler l'hypothèse vraie. Combien d'hypothèses rectifiées ont servi à approcher de la vérité objective.

En tout cas, hors de cette méthode, il n'y a que fantaisie ou empirisme vulgaire.

La situation internationale

La stabilisation du capitalisme

La situation internationale a été définie par nos assemblées nationales et internationales précédentes.

Mais dans ces analyses, il y a des lacunes importantes, des imprécisions. Et aussi, les événements récents nous amènent à retoucher certaines appréciations.

La stabilisation du capitalisme doit être définie avec plus de précisions.

Elle consiste:

1° Dans un certain équilibre entre le système des pays capitalistes, d'une part, et, d'autre part, l'Union Soviétique édifiant le socialisme;

2° Dans le fait que le monde capitaliste a surmonté provisoirement dans l'ensemble une partie des difficultés résultant des conséquences de la guerre (stabilisation monétaire rétablie dans de nombreux pays; passage effectué de l'économie de guerre à l'économie de paix; reconstruction dans de nombreux pays de l'économie délabrée par la guerre aux frais des masses travailleuses; oscillations désordonnées des courants d'échange ayant fait place à des courants d'échange normalisés, etc...).

3° Depuis octobre 1923, où la Révolution allemande fut vaincue par la retraite sans combat, aucun pays capitaliste n'est dans une situation immédiatement révolutionnaire. Les différences dans le niveau de la situation se sont atténuées entre les grands pays d'Europe : Angleterre, France, Allemagne, Italie.

Cette stabilisation capitaliste est relative et provisoire. De récents événements l'ont ébranlée: grève générale et grève minière anglaise, approfondissement de la crise financière, politique et sociale en France, événements de Pologne, etc...

La stabilisation capitaliste est de plus en plus ébranlée, elle n'a pas disparu.

Europe et Amérique

Deux processus d'une importance internationale se développent simultanément:

a) Ebranlement croissant de la stabilisation capitaliste dans plusieurs grands pays d'Europe;

b) Renforcement et passage au premier plan de l'Histoire de la rivalité entre le système capitaliste anglo-européen et les Etats-Unis d'Amérique.

Il y a objectivement une base pour l'établissement d'une solidarité capitaliste européenne contre l'Amérique.

Les industries européennes font une concurrence de plus en plus forte à l'industrie américaine. Le docteur Klein a récemment sonné l'alarme à ce sujet devant le Sénat américain.

Le contrôle économique et politique des Etats-Unis s'accentue et aussi les tentatives d'opposer une résistance capitaliste européenne à ce contrôle.

Le régime du tribut, imposé pour 62 ans aux Etats capitalistes européens par les Etats-Unis, à la suite du règlement des dettes, crée une communauté capitaliste d'intérêts des débiteurs contre les créanciers.

Dans les différents pays d'Europe et d'Amérique, les courants capitalistes qui prennent conscience de cette solidarité d'intérêts de l'Anglo-Europe contre l'Amérique, se développent sans cesse.

Quelques faits parmi la masse impressionnante de tous ceux qu'il est impossible de citer dans un bref espace de temps.

Loucheur préconise, pour résister aux puissants concurrents de l'extérieur, la coordination des industries européennes et la création d'une union douanière européenne.

Edmond Stinnes, dans un article retentissant de la *Vossische Zeitung*, a dénoncé brutalement le péril américain et il préconise les mêmes solutions que Loucheur, mais seulement comme un premier pas qui doit produire ses conséquences dans le domaine politique.

Churchill, ministre conservateur des Finances de Grande-Bretagne, a dénoncé véhémentement aux Communes la politique américaine des Dettes, selon laquelle les richesses de l'Europe appauvrie par la guerre s'écoulent comme par une large plaie vers les Etats-Unis enrichis par la guerre.

Le Quotidien, l'Information, Paris-Midi ont écrit qu'il ne faut pas se réjouir de la grève anglaise en supputant les bénéfices que le capitalisme minier et l'économie capitaliste de France peuvent tirer des embarras de l'Angleterre, parce que cela profite aux Etats-Unis aux dépens de toute l'Europe.

En Allemagne, la puissante *Deutsche Allgemeine Zeitung* fait entendre à peu près la même note.

En Amérique, le sénateur Borah a dit qu'entre autres choses, Locarno est aussi une balance de forces contre l'Amérique, et il vient de dénoncer énergiquement la S. D. N. comme un instrument européen dont les tendances et l'existence sont incompatibles avec l'intérêt des Etats-Unis.

Il est maintenant évident que le capitalisme américain, pour mieux faire éclater l'une des caractéristiques de la S. D. N. qui, entre autres choses, est un instrument européen contre l'Amérique, a amené le Brésil à s'en retirer.

Cette conscience d'une solidarité capitaliste européenne contre l'Amérique se développe si rapidement que, maintenant, elle s'exprime chaque jour d'une manière ininterrompue dans la presse européenne.

Lors de mon dernier voyage de Moscou à Paris, j'ai lu différents journaux achetés au hasard.

Le premier jour, dans la *Rigasche Rundschau*, journal letton, je trouve, relatée en première page, la diatribe de Borah contre la S. D. N.

Le deuxième jour, dans la *B. Z. am Mittag*, journal berlinois, je trouve un article où l'auteur, loin de se réjouir de l'inflation française et de l'aggravation de la crise en France, écrit « qu'il s'agit d'une catastrophe européenne ».

Le troisième jour, je lis dans les journaux français le résumé de l'article écrit par Caillaux dans le journal italien *Il Secolo*.

Caillaux dit ceci:

> Miduzatti a écrit, si je ne me trompe, que le vieux continent était en présence d'un dilemme : Ou s'unir, ou se briser. Quant à moi, dit Caillaux, je dirai : Ou s'unir, ou crouler, ou tomber en vasselage. Ne consentirons-nous pas à sacrifier nos préjugés, nos animosités, nos rancunes pour nous aider réciproquement, en nous rapprochant les uns des autres, à surmonter l'ouragan.

Ainsi les antagonismes capitalistes à l'intérieur de l'Europe tendent à s'atténuer relativement et à passer au second plan, tandis que l'antagonisme entre les Etats-Unis et l'Anglo-Europe se renforce de plus en plus, tend à passer au premier plan et à devenir l'antagonisme fondamental à l'intérieur du système capitaliste.

Angleterre et Amérique paraissent parfois d'accord. Mais un tel accord confirme les conclusions que je viens d'énoncer.

Angleterre et Amérique sont d'accord pour le retour à l'étalon-or. Mais c'est parce que la livre et le dollar luttent pour financer la bataille économique, et plus tard, peut-être, la guerre entre les Etats-Unis et l'Anglo-Europe.

Amérique et Angleterre sont d'accord pour écarter la question du désarmement naval. Une guerre entre l'Amérique et l'Anglo-Europe serait, en effet, une guerre maritime où des armées navales s'affronteraient sur l'Océan, avec des cuirassés, des torpilleurs, des sous-marins et des avions multipliés plus encore que ne le furent les canons pendant la dernière guerre.

Un indice que les antagonismes intérieurs de l'Europe cèdent le pas à l'antagonisme entre les Etats-Unis et l'Anglo-Europe, c'est l'énergie et la facilité avec laquelle la S. D. N. a arrêté le conflit gréco-bulgare, malgré que de grands Etats rivaux étaient, les uns derrière la Grèce, les autres derrière la Bulgarie.

Tant que cette question de l'évolution des rapports entre l'Europe et l'Amérique ne sera pas éclaircie par l'Internationale, nous n'éviterons pas les flottements dans notre politique communiste en Europe et dans le monde entier.

De tels flottements se sont produits à propos de Locarno et de la crise de Genève.

Locarno n'est pas seulement un voile pacifiste jeté sur les divisions intérieures de l'Europe, sur la politique anti-soviétique et sur la politique d'asservissement colonial.

Locarno est aussi un voile pacifiste jeté sur la première tentative d'intégrer l'Allemagne dans un système capitaliste européen dirigé aussi contre les Etats-Unis.

La crise de Genève n'est pas une crise d'écroulement de la S. D. N. La crise de Genève est une crise d'intégration de l'Allemagne dans un tel système capitaliste européen.

Des phénomènes secondaires peuvent parfois voiler temporairement l'effacement au second plan des antagonismes capitalistes à l'intérieur de l'Europe devant l'antagonisme principal entre les Etats-Unis et l'Anglo-Europe.

Mais la ligne générale du développement, à l'intérieur du système capitaliste, n'en demeure pas moins celle que j'indique.

Ceux qui nient cela, ceux qui se représentent les antagonismes capitalistes à l'intérieur de l'Europe comme destinés à se maintenir au premier plan de la scène de l'Histoire, ceux qui ne voient pas la réalité des choses, doivent avoir le courage d'aller jusqu'au bout de leur opinion, et tirer toutes les conséquences.

S'il est vrai que l'Europe, en dépit de ses antagonismes capitalistes internes, ne va pas vers une coalition contre les Etats-Unis, alors, l'Amérique est déjà si puissante qu'elle pourra durablement faire la loi à l'Europe divisée, la réduire au païok, à la portion congrue, lui répartir à son gré les matières premières et les débouchés. Alors, c'est Trotsky qui, il y a deux ans, avait raison sur ce point; alors, les thèses internationales de notre Congrès de Clichy sont fausses, alors nous allons vers le super-impérialisme, alors, nous révisons un point fondamental du léninisme.

Ceux qui pensent ainsi doivent le dire. Nous les combattrons, mais la clarté complète sur cette question est nécessaire.

Trotsky cherche, il est vrai, à échapper aujourd'hui plus clairement à la nécessité de conclure à la marche au super-impérialisme.

Mais comme il nie la possibilité d'une certaine coalition capitaliste européenne permettant à celle-ci de se mesurer avec les Etats-Unis, il est amené à dire que la seule voie de l'Europe pour échapper à l'hégémonie américaine, c'est la Révolution prochaine en Europe.

De là à conclure que la stabilisation capitaliste est maintenant terminée, il n'y a qu'un pas.

Ainsi Trotsky est amené, pour éviter de conclure dans le sens du super-impérialisme, à éliminer la possibilité d'une perspective de développement révolutionnaire plus lent.

Sa théorie ne lui permettrait, en effet, d'interpréter cette perspective que dans un sens opportuniste: dans le sens de la possibilité du super-impérialisme permettant une pacification capitaliste du monde.

Les deux perspectives

Ces deux phénomènes actuellement simultanés : ébranlement croissant de la stabilisation capitaliste dans plusieurs grands pays d'Europe d'une part, et, d'autre part, renforcement et passage au premier plan de la rivalité entre les Etats-Unis et l'Anglo-Europe, ne peuvent continuer longtemps à se développer simultanément.

Il y a bien deux perspectives, mais Zinoviev les a insuffisamment précisées. Il n'a établi entre elles qu'une différence de temps, de rythme révolutionnaire, alors que pour diriger le mouvement révolutionnaire mondial il faut aussi dessiner concrètement dans les grandes lignes l'aspect de ces deux perspectives.

Ou bien l'ébranlement croissant de la stabilisation capitaliste nous conduira assez rapidement dans un ou plusieurs pays d'Europe à une situation immédiatement révolutionnaire, et, alors, devant le péril de l'élargissement de la Révolution commencée en Russie, tout le monde capitaliste se coalisera.

Ou bien, la stabilisation capitaliste se prolongeant assez longtemps avec des alternatives diverses, la rivalité des Etats-Unis et de l'Anglo-Europe se développera de plus en plus sur le terrain économique et politique.

Et nous savons qu'un tel développement mène vers une nouvelle guerre mondiale, dont les prolétariats et les masses travailleuses du globe ne pourront s'échapper que par de nouvelles révolutions.

Naturellement, dans la mesure déjà très appréciable où nous pouvons influer sur le développement des événements, nous devons essayer de nous acheminer vers la perspective révolutionnaire la plus rapprochée.

Et c'est pourquoi notre effort international doit se concentrer sur l'Angleterre, la France et l'Allemagne où existent les plus grandes possibilités de s'acheminer vers une situation immédiatement révolutionnaire.

*
* *

Réponse à quelques objections

Telle est la thèse que j'ai exposée dans ma première intervention du Congrès de Lille. Diverses objections m'ayant été faites, qui ne m'apparaissent pas valables, j'ai dû les réfuter globalement dans une seconde intervention.

Analyse incomplète, sous-estimation du rôle de l'I. C. et de l'Union Soviétique

On a reproché à mon analyse d'être incomplète. Comme je l'ai indiqué, je ne me suis pas proposé de dresser un tableau complet de la situation internationale, mais de préciser, de compléter ou de rectifier sur certains points les analyses de la situation mondiale précédemment faites dans nos assemblées nationales et internationales. Là où je n'ai rien dit, c'est parce que je suis en accord avec ces analyses. Par exemple, en ce qui concerne les mouvements nationaux révolutionnaires des peuples coloniaux opprimés. Cela seul me dispenserait de répondre au reproche d'avoir passé sous silence ou sous-estimé le rôle de l'I. C. et de l'Union Soviétique.

Cependant, j'ai marqué explicitement le rôle de l'Union Soviétique dans l'élargissement de la révolution mondiale, et non seulement je n'ai pas sous-estimé le rôle de l'I. C., mais j'ai été le seul à marquer dans le Congrès que l'I. C. a déjà une influence telle sur les événements qu'il est possible de tenter de l'utiliser en vue d'aller vers la perspective révolutionnaire la plus rapprochée. De même j'ai été le seul à marquer dans le Congrès où l'Internationale doit concentrer ses efforts en vue de ce résultat.

Négation ou sous-estimation des antagonismes a l'intérieur de l'Europe

On ne peut pas non plus reprocher à ma thèse de nier ou de sous-estimer les antagonismes à l'intérieur de l'Europe.

Je n'ai émis aucun doute sur l'existence ou sur l'acuité en valeur absolue de ces antagonismes.

J'ai posé la question de savoir si les antagonismes intérieurs au système anglo-européen *tendent* à s'atténuer *relativement* et à passer au second plan et si l'antagonisme entre les Etats-Unis et l'Europe *tend* à se renforcer, à passer au premier plan de l'Histoire et à devenir l'antagonisme fondamental *dans la lutte des impérialismes entre eux.*

A cette question, j'ai répondu: Oui, une telle tendance existe, elle se développe et, dans le cas d'une marche lente à la révolution, elle finirait par se réaliser et nous conduirait à une nouvelle guerre impérialiste, infiniment plus terrible que celle de 1914.

Naturellement, quand je parle de système anglo-européen, d'Anglo-Europe, il ne faut pas chicaner. Il est possible que les Etats-Unis s'assurent de un ou deux pays européens comme de points d'appui (en Italie par exemple).

Dans ce cas, si un jour les Etats-Unis trouvent en face d'eux un système formé par l'Angleterre et la plupart des grands pays d'Europe, il est évident que ma thèse sera vérifiée et l'on voudra bien ne pas faire de casuistique à ce sujet.

Une coalition européenne est parfaitement compatible avec le développement *en valeur absolue* de certains antagonismes intra-européens. C'est pourquoi j'ai parlé seulement de tendance à une *atténuation relative* de ces antagonismes, passant au second plan.

Pendant la guerre de 1914 à 1918, l'antagonisme capitaliste fondamental était bien entre la Triple-Alliance et la Triple-Entente. Et cependant en pleine guerre, il y a eu des périodes où s'avivèrent les antagonismes secondaires entre Alliés. Il y a eu le développement de la rivalité anglo-russe pour Constantinople, le développement de la rivalité franco-anglaise pour les débouchés et toute une série de marchandages franco-russes portant sur l'échange de Constantinople à la Russie contre la Rhénanie à la France.

Ma thèse conduirait a Genève et elle va dans la direction de la Social-démocratie

Dans certains cercles de l'Internationale, j'ai entendu dénaturer ainsi ma thèse : on m'attribue cette pensée que la S. D. N. serait le centre de ralliement des nations européennes opprimées par l'impérialisme américain. Alors, la S. D. N. n'étant plus un organe de l'impérialisme, mais un organe de libération des nations européennes opprimées nous devrons soutenir la S. D. N. et la Russie devrait y entrer.

On me reproche de donner dans la rêverie petite-bourgeoise pacifiste et opportuniste d'avant-guerre, dans la rêverie des Etats-Unis d'Europe.

On me reproche de substituer le mot d'ordre des Etats-Unis capitalistes d'Europe à celui des Etats-Unis socialistes d'Europe.

Il est évident que présenter ainsi mon opinion c'est la dénaturer complètement et c'est me faire dire parfois exactement le contraire de ce que j'ai dit.

Avant 1914, quand la ligne principale des antagonismes capitalistes passait entre l'Angleterre et l'Allemagne, l'idée d'une coalition, d'une Entente européenne, n'était et ne pouvait être qu'une rêverie de pacifistes petits-bourgeois ou de socialistes opportunistes à la Jaurès.

Mais aujourd'hui, quand la base existe objectivement pour une solidarité européenne des intérêts capitalistes contre les Etats-Unis, quand se développent les courants qui prennent conscience de cette solidarité, ce qui était autrefois rêverie utopique des opportunistes socialistes et des pacifistes petit-bourgeois, devient une nécessité de lutte pour la grande bourgeoisie européenne.

Du fait que je constate une évolution capitaliste dans ce sens, est-ce que cela veut dire que je transforme cette constatation dans le mot d'ordre des Etats-Unis capitalistes d'Europe, opposé, aux Etats-Unis socialistes? Est-ce que ces Etats-Unis capitalistes seraient

*

non un organe de l'impérialisme, mais un organe de libération des nations opprimées par l'impérialisme américain ?

Nullement !

J'ai prévu deux perspectives : l'une de développement révolutionnaire rapide en Europe qui nous mènerait rapidement vers les Etats-Unis socialistes, vers l'Union Soviétique russo-européenne; l'autre de développement révolutionnaire plus lent qui nous mènerait plus lentement et probablement à travers une guerre américano-européenne vers le même but.

J'ai montré que si l'Europe capitaliste parvient à se coaliser, ce sera, non seulement contre les Etats-Unis, mais aussi contre l'Union Soviétique, et comme l'avait prévu Lénine, dans son article de 1915, contre sa propre classe ouvrière et contre les peuples coloniaux. Et je ne vois pas ce que nous irions faire dans la Genève du capitalisme européen.

La S. D. N. est un organe de l'impérialisme et tend à être le centre de ralliement, non des nations européennes cherchant à se libérer de l'hégémonie américaine, mais le centre de ralliement des impérialismes européens cherchant à lutter contre le rival des Etats-Unis.

J'ai si bien montré cela que j'ai prévu l'évolution du monde capitaliste comme devant, dans le cas d'une perspective révolutionnaire éloignée, nous mener vers une nouvelle guerre entre *deux systèmes impérialistes*, celui des Etats-Unis et celui de l'Anglo-Europe.

Alors, dira-t-on, dans un tel conflit, quelle sera notre attitude de communistes, quelle sera l'attitude de l'Union Soviétique ?

Quand deux groupes impérialistes d'un ordre comparable de grandeur développent leurs rivalités politiques et économiques et nous mènent vers une nouvelle guerre impérialiste, certes, nous pouvons et nous devons manœuvrer entre ces deux groupes, mais notre position essentielle est de lutter contre ces deux groupes impérialistes à la tête du prolétariat mondial.

En 1914, les bolchéviks n'ont pris le parti ni de la Triple-Entente, ni de la Triple Alliance; mais ils ont pris le parti du prolétariat mondial, et contre les brigands impérialistes de la Triple-Entente, et contre les brigands impérialistes de la Triple-Alliance.

En 1917, les bolchéviks ont frayé le chemin à notre Révolution russe, en manœuvrant entre tous les brigands impérialistes divisés contre eux-mêmes. Mais le jeune Etat prolétarien, et la gauche de Zimmerwald, germe de la Troisième Internationale, tout en utilisant ces divisions, n'ont cessé d'appeler le prolétariat et les masses du monde entier à faire dans chaque pays la Révolution contre leur propre capitalisme.

Ma position irréconciliable vis-à-vis de Genève est bien nette. Et je ne suis nullement responsable des fautes de ceux qui appliqueraient au déroulement possible des événements vers une coalition capitaliste européenne, leurs conceptions opportunistes, que non seulement je ne partage pas, mais que je combats de toutes mes forces.

La confirmation des faits nouveaux

En résumant, pour les lecteurs des *Cahiers*, mon opinion sur la question Europe-Amérique, je ne me suis servi que des faits antérieurs au Congrès pour appuyer ma thèse.

Depuis, de nombreux faits sont venus la confirmer. Il y a eu notamment le règlement des difficultés entre la France, l'Angleterre et l'Italie dans la question d'Abyssinie, la création d'une Fédération pour l'Entente européenne qui forme des groupes d'initiative en France, en Angleterre, en Allemagne, en Tchéco-Slovaquie, en Pologne, avec le concours d'hommes politiques éminents appartenant à divers partis.

Il y a eu, enfin, l'âpre controverse, sur un ton belliqueux, entre Churchill d'une part, et d'autre part Mellon, Coolidge et Borah, controverse venant à la suite du règlement de la dette de la France envers l'Angleterre, règlement qui ne peut être interprété que comme la première tentative britannique de dresser ouvertement les débiteurs européens contre le créancier américain.

Je me propose de revenir sur ces faits, lorsque nous serons à un nouveau tournant du développement de la rivalité Europe-Amérique.

Albert Treint.
Membre du Comité exécutif de l'I. C.

P. S. — Le secrétariat du parti répondra à cet article dans un des prochains *Cahiers*.

Un ASPECT du LOCK-OUT de CHATEAU-REGNAULT

La concentration financière dans l'industrie métallurgique

❖ ❖ ❖

Depuis près de six mois, les ouvriers métallurgistes des boulonneries de Château-Regnault, Levrezy, Bogny, Braux, dans les Ardennes, sont lock-outés.

Cinq à six usines fermées : 1.800 lock-outés, hommes et femmes; parmi ces usines, une seule occupant plus de 1.000 travailleurs, les autres une centaine : telle est la situation.

N'était la durée de ce conflit et l'exemple de ténacité donné par presque toute une population, cela pourrait apparaître comme un épisode de lutte de classe ne revêtant pas une importance de premier plan.

Mais c'est précisément lorsque — en surface — l'importance d'un conflit entre exploiteurs et exploités n'apparaît pas nettement, qu'il est bon parfois de fixer son attention sur lui.

Or, le conflit de Château-Regnault, examiné à la lumière des documents financiers, revêt un caractère d'enseignement très prononcé pour nos luttes à venir.

Dans les usines actuellement fermées, on fabrique spécialement de la boulonnerie pour automobiles. C'est d'ailleurs la production maîtresse de la région.

Le manque de boulons peut arrêter une grosse partie de la production privée de la métallurgie. Les centres de boulonnerie ne sont pas très nombreux en France : Nord, Loire, Région parisienne et Ardennes, plus de nombreuses usines disséminées à travers toute la France; en tout un peu plus de 200, dont presque les trois quarts sont dans les régions citées ci-dessus.

Il était donc normal que vînt à l'esprit des militants l'idée d'une grève de toute la boulonnerie, dans le but, à la fois, d'appuyer les héroïques lutteurs de Château-Regnault et d'arracher une augmentation générale des salaires.

Il apparaissait que cette seule branche de l'industrie métallurgique : la boulonnerie, était intéressée.

Or, en réalité, si l'on examine la constitution des sociétés, on s'aperçoit que ce ne sont pas seulement les boulonneries qui sont dans le conflit, mais le Comité des Forges lui-même.

La Société des Forges et Boulonneries d'Ars-sur-Moselle

A Château-Regnault, sur la voie qui mène de la gare au centre de la cité, une des usines lock-outées est installée. Ce sont trois ou quatre bâtiments contigus, ayant l'aspect de hangars, les toits pointus couverts d'ardoises. Là travaillaient une centaine d'ouvriers.

Point de hautes cheminées; point de vaste immeuble : un étage sur la façade, d'apparence chétive.

C'est pourtant une forteresse du Comité des Forges.

La Société anonyme des Forges et Boulonneries d'Ars-sur-Moselle renferme, dans son Conseil d'administration, tout le gratin de la rue de Madrid; elle est liée, par lui, à toute la grosse métallurgie; elle interpénètre, par ses membres, les mines de fer, les forges, la grande banque.

Elle est constituée au capital de 3.460.000 francs et a son siège social, à Paris, 48, rue de la Boëtie.

Est-ce une coïncidence ? Dans le même immeuble se trouvent les sièges des Aciéries de Pompey, de la Société Babcock-Wilcox, de la Société des Combustibles rationnels, des Forges de Strasbourg, de la Société Importation et Exportation, de la Société anonyme Stein, de la Banque du Crédit du Nord; puis dans l'immeuble voisin, au 50, se trouve le siège de la Société métallurgique Senelle-Maubeuge.

Examinons maintenant la composition du Conseil d'administration d'Ars-sur-Moselle.

Le président et administrateur-délégué est M. René Fould, 62, avenue Malakoff; il est assisté, comme deuxième et troisième administrateurs-délégués, de MM. Charles Fould, 29, avenue Hoche et Maurice Fould, 122, rue Lauriston; les autres administrateurs sont MM. A. Bracq. C. Chaussegros, R. Decroix, V. Hicguet, G. Martouret, L. Mercier, la Société les Fils de Jules Weitz et la Société des Boulonniers de Vieux-Condé.

La Société a deux usines : la première à Ars-sur-Moselle, avec M. J. Thomas comme directeur; la seconde à Château-Regnault, sous la direction de M. Albert Pouzel.

Les deux usines produisent annuellement 15.000 tonnes de produits finis et occupent 380 ouvriers.

Interpénétration industrielle

La boulonnerie d'Ars-sur-Moselle et de Château-Regnault peut donc arrêter sa production. Dans le Conseil, il y a le représentant de la Société des Boulonneries et Ferronneries de Vieux-Condé (Nord). Cette société, au capital de 15.500.000 francs, a deux usines aussi : celle du Vieux-Condé (Nord) 656 ouvriers et celle du Chambon-Feugerolles (Loire), 266 ouvriers.

Ce qui ne peut s'exécuter dans les Ardennes se fabriquera, soit en Moselle, à Ars, soit dans le Nord, soit dans la Loire.

C'est ce que nos capitalistes appellent des « intérêts communs » d'administrateurs.

La tribu des Fould

René Fould est membre de la Commission de direction du Comité des Forges de France; Charles Fould est membre du Conseil de la Caisse syndicale d'assurances mutuelles des Forges de France contre les accidents du travail; de la Caisse de retraites de la Construction mécanique et des industries électriques et secrétaire du Comité des Forges et des mines de fer de l'est de la France.

En outre, Charles, Maurice et René Fould sont tous les trois dans les Conseils d'administration des sociétés suivantes :

Hauts-fourneaux, forges et aciéries de Pompey (Meurthe-et-Moselle), au capital de 32.210.000 francs. Usines à Pompey et à Le Manoir (Eure);

Forges de Strasbourg, au capital de 16 millions. Usines à Strasbourg-

Port-du-Rhin et à Strasbourg-Hœnigshoffen (Bas-Rhin) ; filiale en Italie, à Milan. Avec eux, M. Louis Mercier, déjà à Ars-sur-Moselle. 1.200 ouvriers employés à Strasbourg.

Vital Hicguet

Les boulonneries du Vieux-Condé et du Chambon ne suffisent pas. Voici, dans le Conseil d'administration d'Ars-sur-Moselle, un représentant de la tribu des Hicguet.

Il administre, avec ses frères, beau-frère et sa mère les *Usines et Boulonneries Hermant Hicguet* au capital de 3.600.000 francs. Usine à Hautmont (Nord).

Il est du Conseil de la *Société métallurgique de Senelle-Maubeuge*, au capital de 60 millions. Usines à Senelle, près Longwy (Meurthe-et-Moselle). 2.700 ouvriers ; à Sous-le-Bois, près Maubeuge (Nord), 1.000 ouvriers ; à Laval-Dieu, près Monthermé (Ardennes), 400 ouvriers ; à Villerupt (Meurthe-et-Moselle), 100 ouvriers ; à Fécamp (Seine-Inférieure), 160 ouvriers ; à Manois (Haute-Marne), 150 ouvriers. Il s'assied devant le tapis vert entre De Wendel et Léon Lefort, de Mohon (Ardennes).

Il administre encore la *Société des Usines Ch. Vermot, Valère, Mabille et R. Pelgrims*, à Châtenois (territoire de Belfort) et Morlauwelz (Belgique). Cette société, au capital de 11.250.000 francs, a trois usines de boulonneries : à Châtenois (Belfort) ; Coudekerque-Branche (Nord) et Douzies (Nord) ; elle a en sus un dépôt à Paris et à Mariemont (Belgique).

Louis Mercier

M. Louis Mercier, à Mazingarbe (Pas-de-Calais) et 248, rue de Rivoli, est aussi membre de la Commission de direction du Comité des Forges.

Il administre en outre :

La *Société des Travaux Seyle et Bacaban*, au capital de 51 millions, avec sept usines : Ateliers et chantiers navals de Bacaban et de Queyries, à Bordeaux ; les usines du Génie, à Saint-Denis ; les ateliers de la Dyle, à Louvain (Belgique) ; les usines des Corps-Creux, à Louvain ; les établissements de Casablanca (Maroc) ; la scierie de Mios (Gironde) et les Glacières de Douarnenez (Finistère).

La *Société anonyme des Aciéries de France*, au capital de 52 millions. Usines à Isbergues (Pas-de-Calais) ; à Calais ; à Aubin (Aveyron), en tout : 4.000 ouvriers.

La *Compagnie Française des Métaux*, au capital de 40 millions. Usines à Givet (Ardennes), à Saint-Denis, à Deville-lez-Rouen, à Sérifontaine (Oise), à Castelsarrazin (Tarn-et-Garonne), à Marseille, à La Madeleine-lez-Lille. 4.500 ouvriers.

Les *Forges et Aciéries du Nord et de l'Est*, au capital de 110 millions. Usines à Trisse-Saint-Léger, Valenciennes et Louvroil (Nord) et à Jarville, près Nancy.

La *Société anonyme des Aciéries de Rombas*, au capital de 150 millions. Usines à Rombas et à Mézières (Moselle). Dans le même conseil, figurent la Marine-Homécourt, les Fonderies de Pont-à-Mousson, les Aciéries de Micheville, les Forges d'Alais, Fives-Lille, etc. 6.800 ouvriers.

La *Société des Forges de Strasbourg*, aux côtés des Fould.

Les *Usines de Vitry-sur-Seine*, au capital de 7.500.000 francs.

Enfin, ce chevalier de la métallurgie est en outre membre du Conseil de l'Association métallurgique et minière contre la tuberculose.

Conclusion

Arrêtons là les citations. Elles nous démontrent que le problème est complexe, des méthodes à employer pour vaincre une telle association d'intérêts coalisés contre les travailleurs.

Néanmoins, ce qui s'en dégage nettement, c'est la concentration de plus en plus serrée du capital ; c'est la tendance à opérer sur toute une série de branches de la même production.

La première leçon à tirer d'un tel examen, c'est, pour les travailleurs, la nécessité de concentration, de resserrement syndical de plus en plus grand ; c'est encore l'utilité indispensable d'organisations puissantes de masses : syndicats et Parti communiste.

Quel que soit la force financière de concentration des capitalistes, si les ouvriers savent réaliser la leur, par le front unique de classe, la concentration ouvrière sera toujours plus puissante que la concentration patronale.

Nos camarades de Château-Regnault sont en train de le démontrer.

J. Raveau.

L' « ÉCHELLE MOBILE » DES SALAIRES

❖ ❖ ❖

Dans l'article ci-dessous, l'auteur n'a pas prétendu traiter à fond le sujet de l'échelle mobile, ni apporter des appréciations définitives. Il a seulement voulu contribuer pour sa part à l'effort nécessaire à la mise au point de la question. L'étude du camarade Le Gléo vise avant tout à attirer l'attention des camarades, à susciter la discussion sur les points encore obscurs. C'est à ce titre que nous la publions.

LA RÉDACTION DES « CAHIERS ».

❖ ❖ ❖

L'échelle mobile est inscrite dans tous les programmes des syndicats ouvriers, des organisations de techniciens et de fonctionnaires.

Sa popularité est le résultat de la continuité et de l'aggravation de la crise, et aussi d'un effort de propagande vigoureux et soutenu. Au début cette revendication fut loin d'être accueillie avec faveur. Le patronat la dénonça comme contraire à l'intérêt général et au relèvement économique du pays. Les réformistes la taxèrent de démagogie et la présentèrent à leurs affiliés comme un piège « révolutionnaire ». Mais elle est en train de s'imposer aux masses travailleuses.

Or elle risque de s'imposer dans la confusion. On l'adopte d'instinct, mais on en ignore les modes d'application. Chaque organisation a son système. On la transforme la plupart du temps en indemnité mobile; on la réduit à un aspect de cette autre revendication qu'est le réajustement des salaires. Or l'échelle mobile est un problème, le réajustement en est un autre.

Cette confusion justifierait à elle seule cet exposé d'ensemble de la question de l' « échelle mobile ».

Mais il est d'autres raisons encore qui la rendent nécessaire, et c'est pourquoi j'essaierai au cours de cette étude de la définir, d'en fixer le but, d'en donner le mécanisme ainsi que quelques systèmes d'application, de répondre aux objections essentielles qui lui sont opposées, et enfin d'en déterminer la portée révolutionnaire.

I. — Genèse, définition et but

D'abord, qu'est-ce qu'une *échelle des salaires?*

L'échelle des salaires est l'augmentation que l'employeur accorde à l'ouvrier en raison soit de sa compétence, soit en raison de la durée de ses services.

Exemple: un ouvrier est embauché dans une usine au tarif horaire de 4 francs. Au bout de deux mois, ce tarif horaire est majoré de 0 fr. 25 de l'heure, six mois après de 0 fr. 25, au bout d'un an de 0 fr. 50.

Autre exemple: un fonctionnaire débute à 5.500. Au bout de deux ans il reçoit une augmentation de 500 francs, et ainsi de suite de deux ans en deux ans. Ces échelles de salaires ou de traitements sont *fixes*. Le salaire n'est révisé qu'en raison de circonstances exceptionnelles et le plus souvent après de longues et ardentes luttes de la part des intéressés.

Aujourd'hui l'économie capitaliste est déséquilibrée. La vie augmente à un rythme accéléré. Les augmentations obtenues ou arrachées de haute lutte deviennent vite insuffisantes. Dans la course entre les prix et les salaires, ceux-ci se trouvent toujours handicapés. Il faut changer un système qui ne répond plus aux conditions nouvelles de vie.

La variation permanente des prix doit entraîner la variation automatique des salaires.

C'est l'idée de l'échelle mobile. Son but apparaît clairement: Il est d'assurer au salaire sa capacité constante d'achat.

C'est la définition donnée par *l'Ustica*. Elle est la seule qui permette d'établir un système d'application équitable et pratique.

II. — Des différents systèmes d'application: principes de fonctionnement rationnel

Les systèmes d'échelle mobile actuellement appliqués seulement à l'état de projet sont variés.

Faut-il le déplorer? Est-il souhaitable d'arriver à l'adoption d'un système unique?

Je crois qu'il convient en la circonstance de laisser aux organisations le soin de rechercher le système le plus susceptible de s'adapter aux conditions de vie et aussi à la psychologie propres à chaque corporation.

Il serait intéressant que les militants qualifiés exposassent les systèmes déjà appliqués dans leur milieu ou ceux qui seraient le plus aptes à lui convenir.

Pour ma part, je n'entreprendrai pas cette tâche. Si utile qu'elle

soit, elle dépasserait les cadres de cet article et surtout le but que je me suis proposé.

Il ne s'agit pas, en effet, de faire ici l'exposé minutieux et complet de tous les systèmes appliqués ou possibles. Il s'agit au contraire de les ramener tous à un nombre réduit de systèmes-types, d'indiquer les inconvénients et les avantages de chacun d'eux et de fixer les règles générales d'élaboration d'un système juste et pratique de l'échelle mobile.

Commençons d'abord par les solutions à écarter d'office.

A. — Solution basée sur le cours des changes : faillite du salaire-or

Nous n'apprendrons rien aux militants en leur disant que *le cours des changes ne correspond pas au cours des prix.*

Dès lors, la capacité d'achat du salaire ne peut se calculer d'après le cours des changes seulement. A ce titre, la solution fasciste du salaire-or apparaît comme une duperie.

L'Information a publié à ce sujet des articles et même des études tout à fait suggestifs. M. Pierre Bayard, professeur de législation financière à la Faculté libre de Lille, dans une lettre sur la question, exprime même sa surprise de voir que les prix de gros et de détail soient « constamment supérieurs au cours moyen du dollar » (1).

B. — L'échelle mobile n'est pas une indemnité de vie chère mobile

Un exemple suffira pour écarter cette conception. Supposons un salaire de 100 majoré d'une indemnité de vie chère de 10 francs.

Si l'indice est 2, l'indemnité de vie chère devient 10×2 et le salaire sera de $100 + (10 \times 2) = 120$. Mais dans le même temps, ce qui coûtait 100 francs en coûtera 200.

Si l'indice est 6, le salaire sera de $100 + (10 \times 6) = 160$.

Et ce qui coûtait 100 francs coûtera 600.

Ce système de la mobilité de l'indemnité de vie chère serait loin de redonner aux salaires leur véritable capacité d'achat.

C. — L'échelle mobile, c'est le salaire multiplié par l'indice

L'échelle mobile ce n'est donc ni l'indemnité, ni l'augmentation, *mais bien le salaire lui-même multiplié par l'indice.*

L'indice doit être calculée non sur le cours des changes, mais sur *celui des prix de gros et de détail.*

(1) Voir *l'Information politique* du 31 août, prix de gros, prix de détail et valeur du franc et *l'Information financière* du 7 septembre, les prix et la valeur du franc.

Tel doit être le principe essentiel qui ne doit pas être perdu de vue par les organisations ouvrières.

Ici se pose un problème qui se rattache directement à celui qui nous préoccupe. Sur quelle base et sur quel indice doit se faire l'opération?

S'il s'agissait de trouver une solution théoriquement juste et parfaite le problème serait d'une complication extrême. Etablir un salaire de départ équitable et un indice juste n'est pas chose facile.

Les salaires étaient déjà insuffisants en 1914 et l'indice officiel est truqué. En établir d'autres nous amènerait loin du problème essentiel: *qui est d'aboutir à la reconnaissance du principe de la variation du salaire conformément à la variation du coût de la vie, et à son application immédiate.*

Au point de vue pratique, nous pensons que les organisations auront intérêt d'adopter — au moins provisoirement et en faisant les réserves utiles — comme salaires de base les salaires en cours en 1914 et comme indice celui de la C. G. T. U. et de l'Union des syndicats de la Seine.

Cela évitera les complications et les confusions regrettables possibles sur lesquelles il est bon de s'arrêter.

III. — Quelques confusions regrettables

Elles consistent à lier le problème de l'échelle mobile à d'autres problèmes comme celui du réajustement ou de l'unification des salaires. Prenons deux exemples.

1° Dans une corporation de métaux les prix horaires sont de 2 francs, 4 francs, 6 francs et 8 francs.

L'échelle mobile jouera-t-elle également pour les salaires minima et les salaires maxima?

Dans une autre corporation, l'on décide de demander l'application intégrale de l'échelle mobile pour les salaires mensuels au-dessous de 1.000 francs et son application réduite pour les salaires mensuels au-dessus de 1.000 francs.

C'est incontestablement un premier pas vers le salaire unique, c'est-à-dire vers l'adoption d'un système dont les conséquences sont incalculables.

La première serait de dresser les unes contre les autres des fractions de la classe ouvrière. Nous estimons que le capitalisme se charge suffisamment de cette besogne sans qu'il soit nécessaire de lui apporter notre collaboration. Et cette raison serait suffisante pour mettre en garde les travailleurs non contre le salaire unique mais contre sa confusion avec la question de l'échelle mobile. Le salaire unique est un problème, l'échelle mobile en est un autre. Tous deux sont suffisamment compliqués en eux-mêmes. Ne tota-

lisons pas leurs complications respectives. Gardons-nous de les poser ensemble et abordons-les séparément.

2° Les fonctionnaires se sont trouvés, au cours de ces deux dernières années, divisés sur la question des traitements. Les uns demandaient des augmentations sur la base des traitements jusqu'alors en vigueur. D'autres demandaient que cette augmentation soit précédée d'un rajustement préalable. Les postiers, et plus particulièrement les agents confédérés par exemple, demandaient que leurs traitements soient d'abord remis au niveau des traitements des autres catégories de fonctionnaires assimilables aux leurs comme avant 1919.

C'est la question de la péréquation.

Elle a eu pour conséquence de dresser les uns contre les autres de façon haineuse et de permettre jusqu'ici aux gouvernements successifs de renvoyer la solution des traitements aux calendes grecques.

Exemple typique entre tous du danger de confondre les questions et de les subordonner les unes aux autres. Leçon douloureuse entre toutes qui devra servir d'exemple à tous les travailleurs.

Le rajustement des salaires est une question, l'augmentation de ceux-ci en est une autre. L'échelle mobile en est une troisième.

Souhaitons que l'on ne l'oublie pas.

IV. — Les principales objections contre l'échelle mobile

Il y a deux objections principales opposées à l'application de l'échelle mobile. L'une est uniquement circonstantielle. Elle consiste à dire: l'échelle mobile ne peut être légitime qu'en période d'inflation catastrophique. Elle n'a plus aucune raison d'être lorsque l'on entre en période de stabilisation.

L'autre est d'ordre doctrinal et politique. Elle se résume en cette formule lapidaire et impressionnante: l'échelle mobile, c'est pire que l'aggravation de la vie chère; c'est la course à la vie chère et à l'inflation.

Nous allons successivement examiner la valeur de ces deux objections.

1° L'ÉCHELLE MOBILE NE SE LÉGITIME PLUS EN PÉRIODE DE STABILISATION

Les docteurs du capitalisme, en découvrant cet argument destiné à torpiller l'échelle mobile n'ont réussi qu'à se torpiller eux-mêmes. Ils n'ont oublié que cinq choses et essentielles.

a) Ils ont oublié d'abord les caractéristiques de la stabilisation formulées précédemment par les plus qualifiés d'entre eux. Les Experts, au cours de leur rapport, l'annoncent « longue et pénible »

et une de leurs conclusions est « qu'il ne faut pas cacher que la restauration financière s'accompagnera de difficultés et de souffrances ».

Double raison pour que la classe ouvrière réclame l'échelle mobile pendant cette brillante opération.

b) Ils ont oublié aussi que la stabilisation comportait une série de mesures compliquées et délicates se commandant les unes les autres; qu'il suffisait que l'une d'elles échoue pour que l'opération soit compromise et qu'aucun d'entre eux ne s'est hasardé de donner sa réussite comme certaine.

c) Et pour cause! Il existe deux exemples typiques de stabilisation. Celui de la Belgique et celui de l'Italie. Je laisse volontairement de côté celui de la Belgique dont la stabilisation fut engagée en des conditions reconnues malheureuses par nos augures. Mais celle de l'Italie se fit en des conditions qualifiées d'heureuses par nos docteur ès finances. Elle fut entreprise par un gouvernement à poigne, débarrassé des entraves parlementaires et soutenu par la Finance internationale. Et cependant la lire eut des malheurs. Au point qu'en mai dernier, le comte Volpi, ministre des Finances, reconnaissait qu'il avait été obligé d'abandonner en pleine exécution l'opération de la stabilisation pour lui substituer la tactique de la manœuvre des changes.

C'était avouer que la stabilisation était à la merci de la spéculation, c'est-à-dire que la lire retombait dans le régime de l'instabilité. En l'occurrence, nous citerons nos auteurs.

Voici un extrait de la *Tribuna*, reproduit et commenté par *l'Information* financière du 8 septembre 1926:

« La presse italienne relève avec plaisir la hausse de la lire, conséquence des nouvelles mesures gouvernementales. Mais cette amélioration continuera-t-elle, se demande la *Tribuna*. A quel niveau la lire doit-elle se stabiliser! Le journal estime qu'il faut s'attendre encore à de nouvelles fluctuations plus fortes peut-être qu'on ne pourra le croire. Les mesures gouvernementales présentent deux aspects: l'un statique qui est constitué par les nouveaux éléments de circulation et de réserve or, l'autre dynamique qui consiste dans les répercussions futures des nouvelles mesures. Les fluctuations de la lire vont dépendre du jeu de ces deux éléments et surtout de l'action de la spéculation. Comment celle-ci réagira-t-elle? Se décidera-t-elle à liquider et la liquidation (c'est-à-dire la vente de dollars et de livres contre des lires) sera-t-elle rapide et volumineuse? Ou bien la spéculation préférera-t-elle liquider petit à petit? Voilà autant de questions auxquelles seul un prophète pourrait donner réponse. »

d) Mais l'empressement à claironner que l'échelle mobile ne se justifie pas en période de stabilisation est preuve du manque de con-

fiance total des capitalistes eux-mêmes à l'égard de l'opération magique. *S'ils étaient si sûrs que cela de la réussite de la stabilisation, que leur importerait l'échelle mobile?*

La vérité est qu'ils s'opposent à son établissement uniquement parce qu'ils sont certains de ne rien stabiliser du tout: ni monnaie, ni prix.

2° L' « ÉCHELLE MOBILE C'EST LA COURSE A LA VIE CHÈRE »

Il ne serait pas malaisé, mais il serait trop long ici, de montrer quel est le mécanisme de la vie chère. Ce qui est certain, c'est qu'elle est causée en particulier, non par les salaires, qui — même avec l'échelle mobile, ne représentent que la quantité de marchandises nécessaire à la subsistance des travailleurs — mais surtout par l'ensemble de la crise (inflation, achats à l'étranger en monnaie dépréciée, etc.) et par les scandaleux profits que réalisent, en manœuvrant dans une période de déséquilibre du marché, les gros industriels et commerçants.

V. — La portée révolutionnaire de l'échelle mobile

Telle que nous l'avons définie, l'échelle mobile est pour la classe ouvrière, en période de crise aiguë, le moyen le plus efficace de conserver aux salaires leur pouvoir d'achat, quel que soit le coût de la vie.

A ce titre, elle est une arme de défense excellente.

N'est-elle que cela?

Non! Dans la période qui s'ouvre, le capitalisme français a besoin de *réduire la consommation ouvrière,* c'est-à-dire les salaires, pour diminuer son coût de production et conserver ainsi sa capacité de concurrence sur le marché mondial, en même temps qu'il réduira dans une certaine mesure ses achats à l'étranger. Cette réduction du niveau de vie de la classe ouvrière est indispensable à la réalisation du plan bourgeois de stabilisation.

Le *Temps* ouvrait le feu dès le 6 juin et dénonçait l'*inflation des salaires* comme aussi dangereuse que l'inflation monétaire. Elle va jusqu'à la ruine, disait-il, et fait naître en outre « *des erreurs de jugement, des rancunes qui portent la plèbe à vouloir améliorer sa condition en prélevant sur l'avoir de la classe fortunée sans tenir compte des principes quasi arithmétiques de la répartition des richesses* ».

Quelques jours après, le vieil économiste Yves Guyot, dans un discours prononcé lors de la célébration du cinquantenaire de son entrée dans la Société statistique de Paris, faisait cette déclaration savoureuse au sujet des « index numbers » : « *Ces documents seraient-ils d'une certitude rigoureuse que les conséquences qu'on en tire sont inadmissibles. Le salaire ne peut avoir qu'une seule norme, c'est la productivité du travail. Quand on y fait entrer d'autres éléments, on arrive, comme en Grande-Bretagne, au chômage et à la tentative de grève générale des mineurs.* »

Mais voici le couronnement de cette thèse esclavagiste : *L'Information financière* du 6 septembre donne comme un des objectifs à atteindre pour conjurer la crise la nécessité « *de faire comprendre au travail qu'il est de son côté maître dans une certaine mesure d'apporter sa contribution à une stabilisation profitable à tous et à lui-même, en particulier en s'abstenant de revendiquer devant la hausse des prix de détail des augmentations qui ne seraient pas justifiées par le rapport des salaires aux prix* ».

Après cela, il n'y a plus qu'à tirer l'échelle !

Mais de pareils aveux, qui sont aussi des sottises, dénotent un affolement général dans le camp ennemi.

Et si la seule menace de l'arme pointée sur le cœur du capitalisme aboutit à un tel résultat, la classe ouvrière ne saurait hésiter.

L'arme est redoutable pour son ennemi. Il ne reste plus qu'à l'enfoncer jusqu'à la garde.

Ch. Le Gléo.

LA DISCUSSION DANS LE PARTI RUSSE

❖ ❖ ❖

« La question de la campagne d'économies est la question du maintien de l'alliance entre les ouvriers et les paysans, la question du développement ultérieur de notre industrie, la question de la lutte pour vaincre le bureaucratisme de nos organes de gestion et d'administration » dit le texte que nous publions ci-dessous. De quelle façon réaliser la campagne d'économies? Quels résultats ont été déjà obtenus ? Quelles difficultés rencontre-t-on?

On lira avec intérêt l'importante « Adresse » qui suit, où sont traitées de façon concise ces différentes questions.

❖ ❖ ❖

Résultats et lacunes de la campagne d'économies

Adresse des camarades A. Rykov, I. Staline et V. Kuibychev à toutes les organisations du Parti et des soviets

Le mot d'ordre lancé par le parti et le gouvernement : la lutte pour les économies, a éveillé un profond intérêt et un grand écho dans les larges masses des ouvriers et des paysans. La campagne d'économies a exprimé la volonté vigoureuse des éléments actifs de la classe ouvrière d'animer d'un esprit d'économie toutes les branches de l'activité et de l'administration nationale et d'assurer ainsi le développement nécessaire de l'industrialisation de notre pays. L'importance des économies est une des conditions préalables les plus importantes de l'accumulation socialiste et d'une juste utilisation des ressources accumulées, nécessaires pour l'industrialisation; cette importance est reconnue par des masses laborieuses de plus en plus grandes. Chacun doit voir clairement que l'esprit d'économie qui doit pénétrer l'administration n'a pas un caractère passager et que la campagne lancée n'a pas été suscitée uniquement à cause de difficultés momentanées, mais qu'au contraire, l'esprit d'économie doit être le mot d'ordre pour toute une période de notre développement économique. Aussi le court espace de temps écoulé depuis que ce mot d'ordre a été lancé, ne peut-il être considéré que comme une première étape de la campagne qui consiste en une explication aux masses des tâches qui se rapportent à cette campagne.

Cependant, nous pouvons dès maintenant rassembler les premiers résultats de la campagne afin de nous rendre compte de ses succès, ainsi que de ses lacunes et en déterminer le développement ultérieur.

Le résultat le plus important de la campagne est la transformation

d'une mauvaise économie qui gaspille les ressources de l'Etat en une économie rationnelle qui les épargne et les utilise judicieusement. Cette transformation est due à cette campagne. Examinant les choses du point de vue des économies à faire, on commence maintenant à peser soigneusement les dépenses de tous les organes économiques et on ne permet plus le gaspillage des deniers de l'Etat. La vigilance des soviets et, avant tout, de la classe ouvrière en ce qui concerne la fortune publique a été aidée et renforcée par notre campagne. Certes, les succès dans ce domaine sont, sans nul doute, encore infimes et insuffisants, mais il est incontestable qu'une nouvelle ère a commencé, ce qui est un gage des succès futurs. Un autre succès également important de la campagne c'est que, grâce à elle, il s'est produit une nouvelle orientation dans le sens du perfectionnement, de la simplification, du resserrement et du meilleur marché de notre appareil de production, de transports, de commerce, de coopération et d'administration. Cette nouvelle orientation se manifeste en ce sens que les tâches de la rationalisation de toutes les branches de la vie économique et publique ont commencé, depuis la campagne, à prendre une importance de premier ordre. Naturellement, les succès sur ce terrain aussi sont encore infimes et insuffisants. Il y a plus de bavardages sur la simplification, la diminution et la rationalisation de l'appareil que de réalisations. Mais les premiers succès n'en sont pas moins là, l'attention des éléments actifs de la classe ouvrière est déjà concentrée sur ces questions, une nouvelle orientation a bien commencé qui devra être le gage des succès futurs.

Enfin, il faut considérer comme la conquête la plus importante de toute cette campagne le fait qu'elle a définitivement amené les ennemis des économies à se démasquer. Ces ennemis sont : *a*) « l'encroûtement » et le bureaucratisme de maints organes économiques qui offrent une résistance opiniâtre à l'exécution des mesures d'économies; *b*) l'horizon rétréci d'autres organisations économiques qui se débarrassent de l'obligation de faire la campagne d'économies en la bureaucratisant et qui essaient de s'attaquer à des bagatelles, laissant intact le mal profond; *c*) le laisser-aller criminel d'un grand nombre de fonctionnaires responsables en face de ces « manœuvres » du bureaucratisme, la « moisissure bureaucratique », le manque de volonté lorsqu'il s'agit d'en finir avec le bureaucratisme et son horizon rétréci et de transformer la campagne en un mouvement de masses. L'importance de ce dernier succès, c'est qu'il a évité à la campagne une dispersion stérile des forces sur des faits insignifiants, il a permis de concentrer le feu sur les points les plus importants, assurant ainsi un développement ultérieur efficace de toute la campagne.

Tels sont les résultats principaux de la campagne d'économies. Mais à côté de ces résultats, il nous faut signaler cependant toute une série de lacunes importantes qui s'expriment par une fausse interprétation de l'idée et de la pratique des économies. Il est d'autant plus nécessaire de déterminer ces lacunes que, par leur développement ultérieur, elles auraient pour conséquences d'isoler la campagne des masses, de la faire dégénérer en des mesures bureaucratiques, ce qui amènerait son échec complet.

Ces lacunes sont : la fausse interprétation de l'idée et du sens politique des mesures d'économies. On considère ordinairement ces dernières comme un essai passager et sans lendemain de mettre frein au gaspillage exagéré et à la mauvaise gestion. Dans le meilleur des cas, on interprète ces mesures d'économie comme une tâche secondaire, « histoire de faire quelques économies pour l'industrie », mais sans les lier avec

les tâches politiques générales du parti. Il va sans dire qu'une telle interprétation n'a rien à faire avec la réalité. La campagne d'économies est, assurément, une des tâches politiques les plus importantes du parti dans les conditions actuelles du développement de l'industrialisation du pays. Elle part de cette idée que notre industrie ne peut se développer avec une suffisante rapidité par ses seuls moyens et qu'elle a besoin de ressources supplémentaires. Elle part de cette idée que ces ressources supplémentaires doivent être trouvées à l'intérieur de notre pays. La campagne d'économies signifie que nous ne pouvons pas trouver ces ressources étant données les méthodes qui règnent actuellement dans notre gestion et notre administration, et étant donnés le coût élevé et le bureaucratisme actuel de notre appareil. Elle signifie qu'il nous faut réduire, rendre meilleur marché et simplifier dans la plus grande mesure notre appareil de production, de transport, de commerce, de coopération, d'administration, etc., afin de récupérer, aussi bien aujourd'hui que dans l'avenir, des centaines de millions de roubles que nous utiliserons pour l'industrialisation du pays. Il y a deux chemins pour trouver ces centaines de millions :

L'un consiste à prendre aux paysans tant qu'on peut et d'utiliser pour les besoins de l'industrie ces ressources qu'on leur a arrachées.

C'est ce chemin que quelques camarades nous poussent à prendre. Mais nous ne voulons pas, car cela signifierait la rupture entre la classe ouvrière et la paysannerie, la rupture de l'alliance entre les ouvriers et les paysans, cela minerait la dictature du prolétariat, amènerait la paupérisation de la paysannerie et, par suite aussi, un appauvrissement de l'industrie.

L'autre moyen, c'est une réduction aussi grande que possible de tout notre appareil de gestion et d'administration du haut en bas, sa simplification, son coût diminué afin de récupérer les centaines de millions qui sont nécessaires à notre industrie. Cet appareil engloutit annuellement environ deux milliards de roubles. Nul doute que l'on puisse diminuer ces dépenses de trois à quatre cent millions et gagner ainsi les ressources supplémentaires pour notre industrie. C'est non seulement possible, mais absolument nécessaire, car cela ne ferait pas que simplifier et rendre meilleur marché notre appareil, mais cela lui enlèverait aussi son esprit bureaucratique, et cela l'empêcherait de s'encroûter.

Tels sont les deux chemins possibles; il n'y en a pas de troisième. La campagne d'économies consiste à suivre ce second chemin, le chemin le plus judicieux. Tels sont l'idée et le sens politique de cette campagne. *C'est pourquoi la question de la campagne d'économies est la question du maintien de l'alliance entre les ouvriers et les paysans, la question du développement ultérieur de notre industrie, la question de la lutte pour vaincre le bureaucratisme de nos organes de gestion et d'administration.*

Une seule des deux voies est possible : ou bien nous réalisons des mesures d'économies, nous réduisons et nous diminuons de prix le plus possible notre appareil de gestion et d'administration et nous trouvons ainsi les ressources nécessaires à notre industrialisation, conservant et raffermissant ainsi l'alliance des ouvriers et des paysans, ou bien nous ne réalisons pas ces mesures d'économies, nous chargeons la paysannerie de nouvelles dépenses pour la conservation de ce lourd appareil bureaucratique, mais alors nous compromettons l'alliance des ouvriers et des paysans, et, par suite, la cause même de l'industrialisation.

Telle est la question. C'est de la même façon que Lénine la considérait lorsqu'il écrivait :

« Il faut nous efforcer d'édifier un Etat dans lequel les ouvriers conservent la direction de la paysannerie et où se maintient la confiance de la paysannerie à l'égard du prolétariat. Pour cela, il faut, dans leurs rapports réciproques, écarter, grâce à la plus grande économie, jusqu'à la moindre trace de tout gaspillage. Il faut que notre appareil d'Etat repose sur la plus grande économie... Si nous conservons le rôle dirigeant de la classe ouvrière à l'égard de la paysannerie, il nous sera possible, grâce à la plus grande économie, de faire que dans notre Etat tout ce qui peut être épargné soit consacré au développement de notre grande industrie mécanique et de l'électrification. »

La seconde faute consiste à déformer l'application pratique des mesures d'économies. Cette déformation se manifeste par les mesures tout à fait admissibles de quelques organes économiques, mesures qui touchent de façon sensible à la vie des ouvriers et qui aggravent leur situation matérielle. Nous pourrions citer parmi ces déformations de la campagne d'économies, la réduction de l'assistance aux jeunes, la diminution de la qualité des vêtements professionnels, la suppression de l'eau pour le thé et de l'éclairage des clubs ouvriers, le licenciement des écoles d'usine, l'application mécanique du débauchage des ouvriers, les tentatives de modification du règlement des usines sans entente avec les syndicats, la révision prématurée, voire même la violation des contrats collectifs, la diminution déguisée des salaires, etc. Ces fautes se trouvent encore approfondies du fait que, dans les organes d'administration, il existe encore un personnel bureaucratique exagéré, qu'on y favorise encore de façon inadmissible « des fonctionnaires supérieurs » qui ne sauraient être confondus avec les spécialistes honnêtes et dévoués à leurs tâches, que ces « fonctionnaires supérieurs » accaparent de façon inadmissibles les automobiles et les autres moyens de transport et qu'ils reçoivent des tantièmes, que l'on conserve « à des employés supérieurs », des augmentations de salaires dissimulées sous la forme de déplacements interminables ou d'avances qui ne peuvent jamais être remboursées. Ces fautes deviennent un véritable crime lorsqu'on les présente comme des mesures d'économies, car, volontairement ou involontairement, elles détruisent l'idée même d'économie. Les auteurs de ces mesures inadmissibles ne comprennent sans doute pas que le but principal de ces mesures d'économies — le développement de l'industrie socialiste — ne peut être atteint sans une amélioration de la situation matérielle, sans une élévation du niveau culturel de la classe ouvrière. Les auteurs de ces mesures inadmissibles ne comprennent sans doute pas qu'il ne s'agit pas, dans les mesures d'économies à prendre, de réduction, mais tout au contraire d'élévation continuelle du niveau culturel de la classe ouvrière. Rien d'étonnant aussi que les masses ouvrières ne puissent être intéressées activement à la campagne d'économies, qu'elles fassent porter sur la campagne elle-même le mécontentement causé par les mauvaises mesures signalées et qu'ainsi une des revendications principales des mesures économiques, à savoir l'élévation de la productivité du travail, ne soit pas réalisée.

Le parti et le gouvernement exigent que ces mauvaises mesures soient liquidées énergiquement.

Le parti et le gouvernement déclarent qu'en cas de récidive, ceux

qui se sont rendus coupables de ces fautes seront punis de la façon la plus sévère.

Le parti déclare qu'il chassera de façon honteuse de ses rangs tous les communistes qui ne déploieront pas l'énergie nécessaire dans la lutte contre de semblables mesures.

Une troisième erreur, c'est le peu d'efforts faits pour attirer à la campagne d'économies les larges couches ouvrières et paysannes, la faible utilisation des conférences de production pour ouvriers, l'activité insuffisante des syndicats dans l'exécution de la campagne. Dans la circulaire du C. C. et de la Commission de contrôle sur la campagne d'économies, datée du 25 avril 1926, il était dit que :

« La campagne ne peut être efficace que si on y attire les plus larges masses ouvrières et paysannes. »

Et que pour cela, il est nécessaire :

« D'éveiller l'attention des masses ouvrières et paysannes et d'obtenir leur participation active à cette œuvre. »

Il faut reconnaître que cette tâche n'a pas été exécutée ou l'a été d'une façon insuffisante. On n'a pas suffisamment réussi à mobiliser de larges masses pour les tâches de cette campagne. Les conférences de production des ouvriers, d'une importance de premier ordre, sont restées, la plupart du temps, à l'écart de cette campagne.

Vu cette situation, la tâche immédiate de la campagne consiste à rendre plus actives les conférences de production, à les associer aux conférences des ingénieurs et des techniciens, à s'intéresser davantage aux propositions des ouvriers telles qu'elles ressortent de conférences, à organiser un contrôle systématique de l'exécution des décisions prises, à créer des primes pour les réalisations dans le domaine du perfectionnement de la production. Il faut organiser, diriger et mieux informer les conférences de production par l'utilisation des organisations syndicales.

Les principales formes d'organisation pour l'exécution de la campagne sont les commissions formées administrativement au sein des entreprises et des organes coopératifs et soviétistes. Dans la plupart des cas, leur activité a un caractère fermé et bureaucratique et tout se passe en dehors des masses ouvrières. On attire bien au travail les conférences de production, les commissions économiques, mais la faute principale c'est que la forme d'organisation essentielle concernant la direction de la campagne consiste toujours dans les commissions des organes économiques. Or, on constate partout de graves lacunes dans l'activité de ces commissions. C'est là que se manifeste la résistance des groupes bureaucratiques de notre appareil des soviets et de l'économie. Beaucoup de ces commissions travaillent paresseusement, sont passives, se bornent à écarter des bagatelles ou à constater les choses anormales sans prendre des mesures énergiques pour les faire disparaître; elles agissent d'après la ligne de la moindre résistance. Les commissions qui, en réalité, ne sont que les organes auxiliaires des chefs d'entreprises, enlèvent malgré cela à ceux-ci la responsabilité du succès de la campagne.

La tâche consiste donc dans une combinaison de l'activité des commissions les plus actives avec les formes du travail de masse dans l'exécution de la campagne. Il faut aussi liquider les commissions dont l'existence n'est pas nécessaire et dont le travail enlève aux organes de

production et d'administration intéressés la responsabilité de la campagne.

Telles sont les fautes principales de la campagne d'économies. Lorsque le parti et le gouvernement marquent les succès de la campagne d'économies et exigent qu'ils soient encore développés, ils attirent l'attention des organisations du parti et des soviets sur les lacunes de cette campagne. Le parti et le gouvernement exigent que toutes les mesures soient prises pour combler ces lacunes. Faire connaître exactement aux masses l'idée et le sens politique de la campagne d'économies, transformer cette campagne actuelle en une large campagne des masses ouvrières et paysannes afin de diminuer, simplifier, améliorer, rendre meilleur marché notre appareil de gestion et d'administration, lutter contre les déformations de la campagne d'économies — telles sont les tâches principales immédiates de la campagne actuelle.

Il faut que tout le travail de nos organisations du parti et des soviets, que nos agitateurs, que nos propagandistes soient pénétrés du haut en bas de l'esprit de la lutte en faveur des économies. Il faut qu'ils mobilisent l'activité et l'initiative des larges masses en faveur des tâches concrètes de la campagne. Il faut qu'ils liquident les lacunes et les déformations bureaucratiques de notre organisme de transport, de commerce, de coopération et d'administration.

La tâche la plus importante dans l'exécution conséquente des mesures d'économies incombe aux organes des commissions de contrôle à la tête desquelles se trouvent la Commission centrale de contrôle du Parti communiste de l'U. R. S. S. et le Commissariat du Peuple pour l'Inspection ouvrière et paysanne. Il faut qu'ils exercent les uns et les autres un contrôle infatigable sur l'exécution réelle des mesures économiques. Il leur faut faire en sorte que, dans l'exécution de ces mesures économiques, le but à atteindre soit d'économiser les ressources nécessaires à l'œuvre d'industrialisation de notre pays.

Moscou, le 16 août 1926.

Le Président du Conseil des commissaires du Peuple,
A. J. RYKOV.

Le Secrétaire du C. C. du Parti communiste de l'Union soviétiste,
I. V. STALINE.

Le Président de la Commission centrale de contrôle du P. C. de l'U. R. S. S.,
V. V. KUIBYCHEV.

❖ ❖ ❖

Résolution du Bureau politique du P. C. de Grande-Bretagne

(Adoptée le 9 août 1926)

1° Le Bureau politique du C. C. du P. C. de Grande-Bretagne condamne de la façon la plus énergique les méthodes fractionnelles employées par l'opposition dans notre parti frère russe et constatées dans la dernière séance plénière du C. C. du P. C. de l'U. R. S. S.

Cette fraction à la discipline la plus élémentaire du Parti ne peut

être soufferte dans aucun parti communiste et pourrait justifier des mesures beaucoup plus sévères que celles prises par le C. C. du P. C. de l'U. R. S. S. Ces méthodes sont particulièrement condamnables dans notre parti russe, puisqu'elles sont de nature à miner le parti dirigeant de l'Internationale communiste et la dictature prolétarienne;

2° Le Bureau politique du P. C. de Grande-Bretagne condamne avec une énergie toute particulière la politique personnelle poursuivie par le camarade Zinoviev. Zinoviev a laissé se développer le travail fractionnel et l'a même facilité, au moyen de l'appareil de l'Internationale communiste, par l'envoi d'émissaires de fractions aux partis allemand et français, pour dresser ceux-ci contre la majorité du parti russe. Il contracta également, pour des buts fractionnels, des alliances avec des éléments du parti russe avec lesquels jusqu'à présent, il n'avait rien de commun. C'est ainsi qu'il s'allia au groupe Medviediev de Bakou qui tend à liquider l'I. C. et au camarade Trotsky dont l'attitude dans la question anglaise équivaut presque à la liquidation du P. C. de Grande-Bretagne, ce qui ressort nettement d'un de ses articles publié dans l'*Internationale communiste;*

3° Le B. P. du P. C. d'Angleterre est d'avis que cette attitude de Zinoviev, en dépit des grands services qu'il a rendus au cours de nombreuses années à la classe ouvrière internationale, exige la convocation la plus rapide possible du Comité exécutif élargi de l'I. C. pour examiner la position de Zinoviev comme président de l'I. C. et pour entendre un rapport de la Commission internationale de contrôle sur cette affaire.

Le B. P. du P. C. de Grande-Bretagne voit d'autant plus la nécessité de porter cette question à l'ordre du jour que, lors de la session de février du C. E. de l'I. C., la délégation anglaise fit tout son possible pour dissiper le soupçon de la délégation allemande que Zinoviev continuait à soutenir le groupe anticommuniste et destructeur du Parti, à savoir l'extrême-gauche du P. C. d'Allemagne : Ruth Fischer, Scholem, Urbahns, Korsch, La nouvelle activité fractionnelle de Zinoviev et la proposition de Trotsky à la dernière session plénière du C. C. du P. C. de l'U. R. S. S., à laquelle Zinoviev ne s'opposa pas, de soutenir tous ces groupes, nous enlève toute possibilité de passer sous silence l'attitude de Zinoviev;

4° Le B. P. du P. C. de Grande-Bretagne continue sa campagne pour démasquer les soi-disant éléments de « gauche » du Conseil général et stigmatise non seulement leur capitulation dans tous les moments critiques de la grève générale et depuis, mais également leur silence qui aida à détourner la révolte des ouvriers contre l'aile droite. Le B. P. du P. C. de Grande-Bretagne est d'accord avec la majorité du C. C. du parti russe qui rejette la proposition de l'opposition préconisant la sortie des syndicats russes du comité anglo-russe.

Cette proposition, si elle avait été acceptée, aurait signifié un coup particulièrement rude contre l'unité syndicale internationale, en un moment où les ouvriers anglais se rendent nettement compte de la politique infructueuse et de la trahison de l'Internationale d'Amsterdam et de ses aides officiels en Angleterre. Cette tactique qui repose sur le désespoir et sur la surestimation du processus de radicalisation au sein du prolétariat anglais, peut être conforme à la conception confuse de l'apôtre de la « révolution permanente », le camarade Trotsky, mais elle est tout à fait incompatible avec le poste de président de l'Internationale communiste;

5° Un rapport détaillé sur les décisions du C. C. du P. C. de l'U. R. S. S. et sur les événements qui les ont rendues nécessaires doit être fait à la prochaine séance du C. C. du P. C. de Grande-Bretagne qui aura à se prononcer sur la présente résolution.

❖ ❖ ❖

Résolution du C. C. du P. C. de Tchécoslovaquie sur les événements dans les partis russe et allemand

Le C. C. du P. C. de Tchécoslovaquie, réuni en session plénière le 21 août, a voté la résolution suivante :

1° Le C. C. du P. C. de Tchécoslovaquie ratifie pleinement la position prise par le Bureau politique du P. C. de Tchécoslovaquie dans sa résolution du 30 juillet 1926, approuvant toutes les mesures prises par la direction du parti russe contre les attaques de l'opposition à l'égard de l'unité du C. C. du parti de l'Union Soviétiste. Il se déclare en complet accord avec cette résolution. Le C. C. considère la question comme réglée par cette décision et ne tient pas pour nécessaire d'engager à ce sujet une discussion dans le parti;

2° Le C. C. suit en même temps avec attention la lutte que le parti frère d'Allemagne a entreprise contre les scissionnistes qui essaient de briser l'unité et de violer la discipline du parti. Il exprime le désir que l'exclusion de Ruth Fischer, Maslow et autres camarades constitue un avertissement contre tous ceux qui voudraient entreprendre des attaques contre le P. C. d'Allemagne.

Le C. C. croit que tous les membres du P. C. A., toutes ses organisations et ses cellules se rangeront unanimement derrière la direction de leur parti et continueront à défendre avec elle la ligne léniniste et bolchéviste dans le P. C. A. contre les attaques fractionnelles de droite et de gauche.

Le C. C. du P. C. de Tchécoslovaquie exprime sa sympathie au parti frère allemand et à sa direction et souhaite que les attaques fractionnelles du Ruth Fischer, Maslow, etc., ne soient prochainement pour le P. C. A. qu'un épisode insignifiant, complètement liquidé comme l'est aujourd'hui, pour le P. C. de Tchécoslovaquie, la scission de Boubnik et consorts.

Vive la lutte résolue, vigoureuse et la discipline bolchéviste des partis communistes !

Vive l'Internationale communiste !

❖ ❖ ❖

Le C. C. du P. C. de Norvège au C. C. du P. C. de l'U. R. S. S.

(Moscou, le 15 août 1926.)

Le C. C. du P. C. de Norvège a envoyé au C. C. du P. C. de l'Union Soviétiste le télégramme suivant :

« Le C. C. du P. C. de Norvège a reçu le rapport concernant les

résolutions du C. C. et de la Commission centrale de contrôle du P. C. de l'Union Soviétiste sur la nouvelle opposition. Il exprime son accord sans réserve avec les résolutions qui ont été prises sur la juste base communiste et qui ont pour but de conserver l'unité du P. C. de l'Union Soviétiste et de sauvegarder le travail fécond dans l'U. R. S. S.

« Convaincu que l'unité de fer du parti est la condition essentielle du maintien de la dictature du prolétariat, de C. C. du P. C. de Norvège exprime sa solidarité la plus complète et sa confiance au C. C. du P. C. de l'Union Soviétiste quant à l'activité qu'il déploie pour conserver les conquêtes de la révolution et remporter la victoire définitive : la révolution mondiale. »

❖ ❖ ❖

Résolution sur la campagne de rassemblement des céréales

(*Adoptée, le 23 juillet 1926, par l'assemblée plénière du Comité central et de la Commission centrale de contrôle du P. C. de l'Union Soviétiste après un rapport de Kamenev.*)

I

Le Conseil des experts auprès de l'Office de la statistique évalue, à la date du 15 juin, la récolte totale de céréales à environ 4.700 millions de pouds (1) contre 4 milliards 300 millions au cours de l'année dernière, soit une augmentation de 400 millions.

Cette augmentation de la récolte de céréales doit entraîner, naturellement, une augmentation des quantités de céréales disponibles pour le commerce. Mais il faut compter que l'accroissement de la population paysanne, l'augmentation de la consommation de céréales dans l'économie paysanne et l'impossibilité pour l'industrie d'Etat d'opposer à la récolte croissante une quantité correspondante de produits d'industrie et de satisfaire ainsi les autres besoins croissants de la paysannerie, ont pour résultat qu'une partie considérable de l'augmentation de la récolte de cette année, par rapport à celle de l'année dernière, sera dévorée par l'augmentation de la consommation de céréales de la population paysanne elle-même et par l'augmentation des dépôts de céréales existant chez les paysans. D'après le bilan provisoire des céréales et des fourrages de l'Office central de la statistique et d'après les chiffres provisoires contenus dans le rapport fait par le camarade Ossinski au Conseil du travail et de la défense, on peut admettre que l'accroissement de la consommation de céréales de la population paysanne et l'augmentation de ces dépôts dévorera 300 millions de pouds).

En partant de cette appréciation de la récolte, il faut admettre que la quantité de céréales qui peut être placée par les paysans sur le marché et être tirée du marché, pour ne pas provoquer une diminution des semences dans l'avenir, s'élèvera à environ 900 à 1.000 millions de pouds.

Ces chiffres sont, du reste, tout à fait provisoires, et il est impossible d'établir, sur leur base, un plan fixe de rassemblement de céréales pour toute une année. Ce n'est que comme première appréciation qu'on peut admettre que toute la quantité de céréales que les organisations de rassemblement de céréales peuvent et doivent retirer du marché (y compris les achats de la Banque d'Etat, par différents trusts de meunerie, personnes privées, coopératives, etc...) s'élèvera à environ 700 millions de pouds de céréales et de semences oléagineuses contre 585 millions de pouds au cours de l'année dernière.

Ce qui veut dire qu'au-dessus de l'augmentation ci-dessus mentionnée des dépôts de paysans il restera, pour les achats des consommateurs en dehors des organisations de l'Etat, une quantité de céréales d'environ 300 millions de pouds, contre 225 à 250 millions de pouds au cours de l'année écoulée, ce qui amènera inévitablement un accroissement de la consommation improductive des céréales (eau-de-vie fabriquée par les paysans eux-mêmes), ainsi qu'une augmentation du commerce privé des céréales.

(1) Un poud = 16 kg. 400.

II

Pour l'établissement du plan de la campagne de rassemblement de céréales, il faut tenir compte de différents facteurs qui exerceront leur influence sur le cours de la réalisation de la récolte.

Parmi ces facteurs qui influeront sur l'offre de céréales sur le marché il faut compter, outre le seul fait d'une nouvelle bonne récolte :

a) L'accumulation de réserves considérables de céréales en 1925-26, dans les différentes exploitation paysannes. (D'après les données ci-dessus mentionnées du bilan des céréales et des fourrages, les paysans et les petits commerçants ont élevé cette année leur réserve de céréales de 135 à 400 millions de pouds);

b) Une certaine augmentation des impôts par rapport à l'année dernière;

c) L'augmentation de la masse des marchandises en circulation.

Parmi les facteurs qui peuvent s'opposer au cours souhaité de la campagne de rassemblement de céréales, il faut compter :

a) La disproportion existant entre l'agriculture et l'industrie qui ne fournira pas non plus cette année la possibilité d'opposer à la production de l'agriculture une quantité correspondante de produits industriels;

b) Les efforts des éléments aisés de la paysannerie de retenir l'afflux de la production agricole sur le marché, appuyés sur l'accroissement considérable de l'accumulation d'argent dans ce groupe de la paysannerie, l'augmentation des salaires, etc...;

c) L'absence de réserves de céréales de l'Etat qui lui permettraient de manœuvrer librement sur le marché.

L'addition de ces facteurs favorables et défavorables, auxquels il faut encore ajouter les paiements à l'étranger qui nous obligeront, au début de la campagne, à des exportations les plus larges possibles, nous contraint de prévoir la possibilité, au cours de cette campagne, d'un heurt de l'Etat à toute une série de facteurs qui entraveront son travail et le modifieront considérablement. (Tentatives en vue de s'opposer à la réalisation de la récolte et de fixer les prix à un niveau relativement élevé pour l'Etat).

En outre, il faut tenir compte également en raison de la bonne récolte, de la possibilité d'une baisse des prix dans certaines régions et à certaines époques, ce qui aurait des conséquences économiques et politiques défavorables tant pour la paysannerie que pour l'Etat et nous obligerait à lutter contre elle.

La lutte contre ces difficultés dépendra en tout premier lieu des conditions économiques générales dans lesquelles se déroulera la campagne de rassemblement des céréales et, en particulier, de la quantité de produits industriels portée sur le marché, de la rapidité avec laquelle ces produits industriels y arriveront, de la stabilité du système monétaire et de la rapidité de la baisse des prix de détail des produits industriels.

III

La tâche principale devant laquelle se trouve placé l'Etat soviétiste dans la campagne de rassemblement des céréales consistera à assurer aux paysans la possibilité de la réalisation de leurs excédents de céréales, sans nuire en quoi que ce soit à leur intérêt d'élargir leurs exploitations, et à fournir la possibilité de développer l'ensemble de la vie économique sur la base de l'industrialisation, permettra l'accumulation des ressources dans les éléments socialistes de notre économie et permettra enfin le développement avantageux des exportations comme constituant la base des importations de matières premières et de l'outillage nécessaires à l'ensemble de notre économie et particulièrement à l'économie paysanne.

Cela nécessite une lutte contre une baisse excessive des prix des céréales et une résistance énergique aux tentatives d'élévation de ces prix au-dessus d'un certain niveau.

Pour résoudre cette tâche, il est nécessaire que l'Etat soviétiste, non seulement maintienne ses positions sur le marché des céréales en face des acheteurs et intermédiaires privés, mais aussi les élargisse selon les possibilités. En particulier, il est nécessaire que les organes de rassemblement des céréales ne s'assurent pas moins de 70 p. 100 des quantités de céréales disponibles pour la vente, en particulier du froment et du seigle.

Les organisations d'Etat et les coopératives doivent, dans l'approvisionnement du marché intérieur, conserver tout au moins le même rôle qu'elles ont joué au cours de l'année dernière, c'est-à-dire qu'elles doivent garantir jusqu'à concurrence d'au moins 60 p. 100 le ravitaillement du marché intérieur, tout en s'efforçant de dépasser cette limite.

IV

En rapport avec les faits ci-dessus mentionnés et les tâches posées par l'Etat, il faut prendre toute une série de mesures.

Dans le domaine des prix

1° Il faut s'efforcer d'obtenir des prix permettant :

a) De développer la production agricole paysanne, de ne pas nuire au salaire réel et d'assurer la rentabilité des entreprises;

b) D'assurer la stabilité du tchervonietz;

c) De favoriser les échanges entre la ville et la campagne, nécessaires au plus haut point pour le développement de l'ensemble de la vie économique;

2° Il faut s'efforcer d'établir un rapport normal entre les prix d'automne et ceux de printemps ainsi qu'entre les prix de différentes régions et entre ceux des céréales et des matières premières agricoles;

3° Il faut s'efforcer d'établir un accord entre les acheteurs de céréales de l'Etat et des coopératives sur le marché.

Dans le domaine de l'organisation de la campagne de rassemblement des céréales

1° Il faut accorder une attention toute spéciale au développement de l'appareil de rassemblement sur la base de la stricte application de la décision de la séance plénière du Comité central du 6 avril sur la réorganisation de l'appareil de rassemblement des céréales, en particulier dans le domaine de la liaison du travail des organisations centrales et locales;

2° Il faut prendre des mesures énergiques en vue de diminuer le coût élevé de l'appareil de rassemblement des céréales. La dernière campagne a montré que ce coût était extrêmement élevé, ce qui s'explique tant par sa composition défectueuse que par l'existence de dépenses improductives et par le prix élevé des travaux de chargement et de déchargement. C'est pourquoi il faudra, lors de la prochaine campagne, s'efforcer d'obtenir une diminution d'au moins 15 p. 100 du coût de l'appareil, au moyen de la rationalisation de cet appareil, de l'amélioration des méthodes de travail, de la réduction des dépenses improductives de toutes sortes. En même temps, il faudra prendre également des mesures en vue de diminuer les dépenses indépendantes des acheteurs de céréales;

3° De toute manière, il faut accroître le rôle et l'influence des coopératives dans la campagne de rassemblement des céréales en travaillant à ce que les centrales coopératives pénètrent de plus en plus dans les régions de la périphérie et en renforçant l'unité du système syndical, les organisations coopératives devant veiller à ce que les opérations correspondent aux instructions du gouvernement, particulièrement dans le domaine de la politique des prix.

Dans le domaine du ravitaillement

Etant donné qu'un ravitaillement suffisant et méthodique des principaux centres industriels constitue l'une des conditions les plus importantes pour le développement méthodique de la campagne de rassemblement des céréales, il est nécessaire de prendre les mesures suivantes :

1° Assurer le ravitaillement des principales régions consommatrices, au moins pour une certaine part, au moyen de la conclusion de contrats généraux avec les acheteurs des organes de l'Etat;

2° Au début de la campagne, il faut créer des réserves de manœuvre dans les principales régions consommatrices;

3° Il faut pratiquer une politique prudente de vente des céréales lors de la réalisation sur le marché extérieur, tout en tenant compte de la situation du marché intérieur et du cours de la campagne de rassemblement des céréales;

4° Sans se restreindre à cette action sur le marché des céréales qu'exercera inévitablement la politique des achats des organisations économiques de l'Etat, il faut s'efforcer de soumettre la circulation des céréales à l'action directe de l'Etat, en particulier au moyen de la politique de la Banque d'Etat, comme cela est prévu par la décision du Comité central du 6 avril dernier.

Dans le domaine du ravitaillement de marchandises

L'assemblée plénière charge le Bureau politique d'accorder une attention particulière à l'établissement d'une politique de manœuvre souple au moyen des produits industriels comme étant une condition particulièrement importante pour la réalisation de la campagne de rassemblement des céréales.

Dans le domaine des crédits

La direction méthodique des crédits doit être, entre les mains du Commissariat du commerce, un instrument très important de réglementation de la campagne de rassemblement de céréales.

Il faut assurer aux acheteurs de céréales les moyens de circulation qui sont nécessaires pour la complète exécution du programme prévu de rassemblement des céréales. Mais, pour lier aussi peu que possible les ressources de l'Etat, il faut prendre toutes les mesures pour hâter la circulation du capital des organes de rassemblement de céréales.

Etant donné le manque de moyens de circulation chez les principaux acheteurs, il faut assurer la base du développement de la campagne de rassemblement de céréales au moyen de l'allocation de crédits suffisants.

Le système de crédits devra être constitué de la manière suivante :

1° Il faudra assurer l'allocation de crédits de marchandises sur l'ensemble des céréales proposées en garantie, à la condition que les achats devront être réalisés dans les limites des prix fixés, ces prix n'ayant provoqué aucune objection de la part du Commissariat du commerce et de ses organes locaux;

2° Le système de crédit devra être caractérisé par une souplesse lui permettant d'assurer l'achat par l'Etat de la plus grande quantité possible de céréales, à des prix acceptables.

En même temps, pour diminuer la liaison des ressources de l'Etat au rassemblement de céréales, il faudra :

1° Prendre des mesures en vue de faire participer une plus grande quantité possible des ressources des acheteurs de céréales aux organisations s'occupant du commerce des céréales;

2° Réduire à une quantité minima l'existence d'argent chez les acheteurs de céréales et des avances accordées par ces derniers à leurs contractants.

L'allocation de crédits au commerce des céréales doit être établie :

a) Sur l'allocation de crédits de la banque d'Etat;

b) Sur l'allocation de crédits de la part des budgets locaux pour couvrir les besoins du ravitaillement local.

Dans le domaine des exportations

Le développement de la vie économique et, particulièrement, de l'industrialisation du pays exige l'utilisation de la bonne récolte de l'année 1926-27 en vue de l'extension la plus considérable possible des exportations de produits agricoles, tant en ce qui concerne leur quantité, qu'en ce qui concerne leur valeur.

La situation générale sur le marché mondial des céréales crée des difficultés pour l'écoulement de grandes quantités de notre production croissante de fourrages (avoine, orge, tourteaux, etc...) et il faut s'efforcer d'augmenter les exportations de denrées alimentaires tant en ce qui concerne leur quantité qu'en ce qui concerne leur valeur.

En même temps, le Commissariat du commerce devra prendre des mesures pour faciliter l'écoulement de nos produits agricoles sur le marché étranger, en tenant compte de l'importance croissante du rôle des produits alimentaires pour le développement de notre agriculture. Il faut s'efforcer d'utiliser dans ce but les périodes des prix les plus favorables sur le marché mondial, tout en s'efforçant d'augmenter les crédits pour la vente des céréales et prendre des mesures en vue d'améliorer la qualité des céréales.

Etant donné que, dans la prochaine campagne, nous devrons supporter la concurrence des pays exportateurs et dans lesquels on prévoit une bonne récolte, il faut accorder une attention toute particulière au choix de céréales de qualité supérieure pour l'exportation.

Le fonds de réserve

La série de difficultés qui interviennent dans la campagne de rassemblement des céréales s'explique par le fait que l'Etat réalisait jusqu'ici ses tâches sur le marché des céréales sans posséder aucune réserve. D'autre part, l'Etat ne pourra avoir la liberté de manœuvre nécessaire pour le renforcement de ses positions sur le marché des céréales et pour lui permettre d'exercer une action sur les prix et de lutter contre le capital privé, que s'il dispose d'une certaine réserve de céréales.

La bonne récolte de cette année doit être utilisée en vue de la constitution d'un fonds de réserve de céréales de l'Etat, ne comprenant pas moins de 50 millions de pouds de produits alimentaires (sans tenir compte du fonds de mobilisation).

La création de cette réserve est l'une des tâches les plus importantes de la prochaine campagne de rassemblement de céréales, parce qu'il faut deux années de bonne récolte pour pouvoir, par la création d'une pareille réserve, s'assurer contre les conséquences d'une mauvaise récolte possible l'année prochaine.

Le Commissariat du commerce doit assurer, tant par des mesures d'ordre financier et économique, que par des mesures d'ordre administratif, l'exécution des principales tâches de l'Etat dans le domaine des achats, du ravitaillement et des exploitations. Mais il faudra insister particulièrement sur la nécessité d'un système unique de mesures financières sur la base de l'indépendance commerciale et économique des organisations pratiquant le commerce des céréales.

Les organisations locales devront consacrer toute leur attention à la nécessité de l'augmentation la plus considérable possible des réserves existant de semences de l'Etat.

LA VIE DU PARTI

= LE PARTI COMMUNISTE = ET LE RECRUTEMENT PAYSAN

Considérations générales

Au cours de l'une des dernières conférences du Parti on s'est plaint de la stagnation du recrutement paysan.

Tout d'abord, je dirai que la place que traditionnellement on assigne aux questions paysannes dans nos conférences fédérales, à la fin de l'ordre du jour, alors que de nombreux délégués sont déjà partis ou trépignent de se retirer, ne saurait favoriser leurs solutions.

Il faudrait tout de même que nos camarades des villes en arrivent enfin à ne pas perdre de vue que si le nombre de leurs partisans dans les campagnes ne progresse pas, le pouvoir capitaliste aura bien moins de peine à les vaincre dans une crise révolutionnaire.

L'inertie rurale que nous constatons tient d'abord, il faut en convenir, à ce que de nombreux secrétaires de cellules ou de rayons ne peuvent avoir une activité ou manquent d'une compétence doctrinale compatible avec les exigences accrues du Parti.

Le Parti communiste et le Conseil paysan français

Le recrutement du P. C. lui-même, procréateur du Conseil paysan français reste très lent en période de « paix sociale relative ».

Contradictoirement avec les obligations et les tâches très restreintes des militants de l'ancien Parti unifié, je dirai même avec les petits profits électoraux escomptés par bon nombre d'entre eux, le P. C. exige un esprit de sacrifice de plus en plus étendu qui n'existe pas ou presque pas chez les individus en cette dite période.

Combien comptons-nous de localités inférieures à 1.000 habitants où nous ayons une cellule ? Un nombre insignifiant. Et dans chacune d'elles avons-nous souvent plus d'un seul militant ? Non.

Alors généralement le militant isolé, tôt ou tard, laisse tomber le groupement.

Regardons maintenant partout ailleurs, dans les villes comme dans les gros bourgs, combien nous avons de cotisants à raison de 1.000 habitants. Nous constaterons en général que la proportion n'est pas supérieure à celle des petites communes.

Dans ma commune le P. C. a atteint la majorité des électeurs. Mais

après avoir obtenu des travailleurs de bien voter, inutile de leur demander autre chose de durable. Avant et après chaque élection il existe un courant d'accession au P. C. qui s'éteint complètement à mesure qu'on s'éloigne de ces périodes; 30 ans durant, hélas! j'ai dû le constater.

Par ailleurs, combien de groupements éteints ou en sommeil n'avons-nous pas vus depuis nos débuts ?

Combien dureront certaines cellules rurales créées récemment si la période « paix sociale » se prolonge longtemps encore ? Elles dureront évidemment à la manière des anciens petits groupements écliptiques que nous avons connus.

Oh ! certes, les travailleurs de chez nous sont bien heureux que le P. C. travaille pour eux. Ils trouvent excellent, même les réformistes, que nous fassions pression sur le pouvoir sans eux. Chez tous, le système du moindre effort est la règle parce qu'ils ne sont pas encore tenaillés par la grande misère.

Nous sommes-nous jamais demandé, trêve de préoccupation électoralistes que je veux en exclure, s'il est normal, étant donnée la nature égoïste de l'homme, que les travailleurs puissent venir nombreux militer au P. C., c'est-à-dire donner leur loisirs, leur argent, recevoir des coups etc... ?

Sûrement non. Et nous manquons de psychologie lorsque nous fondons de grosses espérances sur le recrutement alors que nous constatons que les ouvriers agricoles laissent tomber leurs syndicats, lesquels cependant leur ont procuré de tous temps des bénéfices immédiats.

La stagnation numérique du P. C. ne doit donc pas nous surprendre... ni trop nous émouvoir... En Russie 50.000 cotisants en 1917 n'ont-ils pas orienté la Révolution ? Et lorsque les 250, dans leur lettre à l'Exécutif, osent nous opposer les effectifs supérieurs du P. S. je vous assure que ce n'est pas reluisant :

Comment pourrions-nous envier au P. S., des membres, sacrés tels même à leur insu, pour avoir sollicité de leurs élus une médaille ou une sinécure comme il en pullule au Parti de M. Paul-Boncour ?

Le prolétariat agricole

Pour en venir plus particulièrement à la question du Conseil paysan français, j'indique que dans le département de l'Hérault, on compte environ 50.000 vignerons exploitant eux-mêmes et autant d'ouvriers salariés dont la moitié de nationalité étrangère.

De 1917 à 1922, six ans durant, le paysan vigneron produisait du vin à 30 fr. l'hectolitre et bon ou mal an ne le vendait pas moins de 100 fr. D'où bénéfice net 70 fr. par hectolitre pendant 6 ans. En ce moment il liquide encore les économies réalisées avec ces prix de guerre.

L'élément salarié, dans une notable proportion, est devenu propriétaire; le nombre de déclarants de récolte est passé de 54.000 en 1914 à 63.000 en 1924 pour la même étendue de terrain. Ici nous constatons une déconcentration du capitalisme agraire. Il a été remplacé par des étrangers plus résignés à leur misérable sort. Les plus revendicatifs des salariés sont souvent neutralisés par le salarié petit-propriétaire qui a toutes sortes de raisons pour subir les salaires en vigueur...

Toutefois ceux-ci ont suivi au possible jusqu'à ce jour, les variations du coût de la vie. Ils ont passé sur de nombreux points du pays de 0 fr. 50 à 2 fr. 50 l'heure plus deux litres de vin non accordés avant la guerre.

Le recrutement du C. P. F.

Cette situation de demi bien-être instable de nos populations à quoi s'ajoute le manque actuel de prestige du P. C. dans un milieu ravagé par les intrigues politiciennes réformistes, est très défavorable à son recrutement et nos rares militants s'y meuvent encore dans l'indifférence générale.

Le paysan travaille à s'approprier du terrain en complétant son avoir à la capacité des forces de sa famille. Il a l'espoir d'y réussir dans le cadre social actuel, vu le stationnement de la concentration agraire du capitalisme.

Et ces espérances font que les promesses du Communisme, dont le fonctionnement inconnu le rend méfiant, ne le tentent guère. Il a l'esprit petit-bourgeois. Il ne hait pas le hobereau, souvent il l'envie.

Par ailleurs la propagande orale du P. C. se répète invariablement dans les centres urbains et délaisse la campagne particulièrement dépourvue d'orateurs.

Or, le recrutement du C. P. F. se limite encore aux seuls éléments communistes qui en sont les fécondateurs et à quelques sympathisants, électeurs du B. O. P. du 11 mai 1924. Son premier Congrès national du 23 janvier dernier ne présentait pas d'autre physionomie.

Son attraction est subordonnée à l'importance des effectifs du P. C. et ne progressera qu'à sa suite. Dans un article de *l'Humanité*, Renaud Jean lui-même, semble en faire l'aveu.

Quelques syndicats et coopératives de paysans travailleurs ont été créés dans des pays de céréales, c'est-à-dire plus propices à leur fonctionnement et où s'affirment certaines compétences ou énergies non émoussées. Mais encore ces rares créations de classe ne sont-elles que localisées sur les quelques points d'influence du P. C.

En somme, il semble qu'il conviendrait au préalable, de réserver le plus clair de nos efforts, les événements aidant, à créer de l'attraction, du prestige au P. C. dans nos villages.

Limitation des créations coopératives

D'autre part, la question des syndicats et coopératives agricoles est très difficile et fort délicate à réaliser, bien qu'ayant une grande valeur révolutionnaire.

Ces institutions sont aujourd'hui entre les mains de la bourgeoisie qui dispose de moyens puissamment supérieurs à ceux des éléments communistes clairsemés — argent, intellectualité, tribunaux, pouvoirs.

En outre, la déconfiture de nos créations, le cas échéant assez souvent malgré l'intention de suivre le grand processus de l'économie capitaliste, grâce aux obstacles facilement dressés par nos adversaires se retourne le plus souvent contre notre recrutement, contre notre but.

Personnellement, j'ai été intéressé dans les faillites de deux coopératives, qui ont éloigné considérablement de nous les travailleurs. 1° A Bessan (Hérault) 4.000 fr. ont dû être versés par chacun des 25 administrateurs pour combler le déficit de la coopérative communiste des Vignerons paysans; 2° Dans ma propre commune la liquidation d'une coopérative de consommation a entraîné pour chaque coopérateur une perte de 80 p. 100 du capital versé.

Tandis que dans cette même commune l'action de classe et la propagande persévérante sur la duperie parlementaire nous a acquis la plupart des salariés agricoles. Quelques petits propriétaires formant courant d'opinion nous sont venus par la propagande idéologique, notamment par la compréhension des contradictions insolubles, terrifiantes du régime capitaliste menaçant plus que jamais leur quiétude petite-bourgeoise.

En effet, dans cet endroit, les paysans sont mieux que neutralisés, car j'assure qu'on aura pas à leur dire deux fois de mettre la main sur le grand domaine et de saluer l'avènement d'un gouvernement ouvrier et paysan.

Enfin, cette question des syndicats et coopératives agricoles paraît soustraire des énergies à l'action communiste. Il est à redouter qu'elle détourne le peu d'éléments qui répandent un minimum de culture idéologique à la campagne pour les plonger entièrement à marchander, sinon des carottes, mais des patates, du pinard ou des superphosphates ou à plaider avec des fournisseurs indélicats. Nous ne connaissons que trop ces occupations dégressives qui ne vous laissent pas de répit.

On nous a cité une commune où la cellule communiste a été totalement éclipsée par le C. P. F. Ailleurs un secrétaire régional nous disait que le C. P. F. grignotait les militants ruraux du P. C.

Bref au C. P. F. on risque fort d'oublier de rester communistes, c'est-à-dire des agitateurs et des éducateurs de toute la classe prolétarienne. Toutefois nous n'avons aucunement l'intention de conclure ici à un désaveu du C. P. F.

Nous voulons surtout mettre ses protagonistes en présence des difficultés et des risques de tout ordre rencontrés par ses militants et prévenir les uns et les autres que son évolution sera manifestement insensible dans le cadre du pouvoir capitaliste.

Cependant pour ce qui est des syndicats et des coopératives nous estimons qu'il conviendrait par exemple de limiter ces créations aux localités où le P. C. est déjà bien assis, sur avis des comités régionaux préalablement saisis des initiatives.

Fusion du C. P. F. et des comités de D. P.

Du reste, si à bon escient Lénine a recommandé d'aller aux masses paysannes, il n'est pas que nous sachions qu'il ait enregistré beaucoup de résultats de ce côté avant le jour où on a pu les entraîner à prendre la terre et à imposer la paix.

En somme, nous considérons que l'activité du C. P. F., localisée

pour ses coopératives dans les centres ruraux, doit surtout être dirigée vers des revendications plus spontanées, par exemple contre l'élévation des impôts, contre la cherté des produits, contre la guerre, etc... Dans l'accomplissement de ces tâches, il pourrait agir en liaison avec les comités de défense paysanne, ou fusionner avec eux, réduisant alors la complexité hélas infinie ! des rouages de l'action prolétarienne. Il contribuerait ainsi à préparer plus activement la banqueroute du pouvoir capitaliste et l'instauration du gouvernement ouvrier et paysan par la Révolution.

G. BERTRAND (cellule 423).

* * * *

Réponse au camarade Bertrand

Les questions traitées par notre camarade Bertrand dans cet article sont des plus importantes et il serait souhaitable qu'elles provoquent, de la part des lecteurs des *Cahiers*, de nombreuses observations. Bertrand aborde en effet les problèmes posés par notre recrutement, notre organisation, la pénétration de notre influence parmi les populations paysannes.

Il nous apparaît cependant que certains points méritent quelques précisions dans l'intérêt même de la discussion qui pourra s'engager ultérieurement.

Notre camarade signale des choses très justes et nous sommes d'accord avec lui pour déplorer le peu de place accordé dans les congrès du Parti à la question paysanne, pour reconnaître l'importance de cette dernière, pour regretter la faiblesse d'un grand nombre de cellules de village. Avec lui, nous regrettons que, en maints endroits, le Parti disparaisse derrière le Conseil paysan ou soit absorbé par ce dernier, nous sommes également d'accord sur la nécessité de créer du prestige au Parti communiste dans nos villages.

Mais nous cessons d'être d'accord lorsqu'il affirme que « les travailleurs non encore tenaillés par la misère approuvent le Parti communiste et ne bougent pas ».

Nous ne pouvons pas le suivre dans l'analyse de l'économie rurale de l'Hérault pour généraliser la déconcentration du capitalisme agraire. Nous ne croyons pas davantage que ce qui nous rallie les masses paysannes, c'est de dénoncer la duperie parlementaire et de faire de la propagande purement idéologique.

Enfin, nous ne le suivrons pas davantage dans l'appréciation qu'il émet sur le Conseil paysan. Nous ne partageons pas non plus l'opinion que les petits propriétaires sont politiquement mieux que neutralisés : ils peuvent convoiter les grands domaines sans être pour cela prêts à saluer le gouvernement ouvrier-paysan.

Sans vouloir développer à fond, faute de temps, notre pensée sur ces questions primordiales que notre camarade Bertrand a soulevées, et nous réservant de les traiter plus longuement dans un prochain *Cahier*, nous en indiquerons rapidement quelques points essentiels :

a) C'est un point de vue très répandu que la « faim fait sortir le loup du bois ». Cela ne veut pas dire que, transposé au prolétariat, le proverbe soit juste. Un prolétariat dans la misère voit ses facultés de résistance et de combativité amoindries; s'il se porte aux actes extrêmes, c'est sans aucune notion de l'objectif à atteindre; c'est de l'émeute cela; mais c'est dans la période de bien-être relatif, en pleine possession de ses moyens, qu'il faut s'organiser pour jalonner la voie où passe la Révolution.

b) La déconcentration du capitalisme agraire dans l'Hérault : notre camarade signale une augmentation de 9.000 producteurs en 10 ans pour la même étendue de terrain, ce qui implique l'accession à la petite pro-

priété de bon nombre de salariés vignerons. Mais ceux-ci sont remplacés dit-il, par des étrangers. Ce ne sont pas les salariés petits-propriétaires qui les emploient, il faut donc en déduire que la grande propriété subsiste en même temps que se crée une « poussière » de petites propriétés de l'ordre des infiniment petits.

En ce qui concerne les perspectives générales de la paysannerie française nous renvoyons à la résolution adoptée par le congrès de Lille. Articles 4 à 12.

Enfin, si personnellement nous sommes d'accord avec notre camarade Bertrand pour prétendre que, à la campagne, il existe des paysans qui sont plus que des neutres bienveillants, mais des militants actifs dans le combat social, nous devons indiquer que c'est au sein des cellules, que se forgent ces militants. C'est dans la vie quotidienne du Parti qu'ils se révèlent et non par l'acceptation platonique de l'idée d'un gouvernement ouvrier et paysan qui leur permettrait de dépecer un grand domaine en don de joyeux avènement.

Nous aurions encore beaucoup à dire sur la mesure préconisée par Bertrand de fusionner les comités de Défense paysanne avec les sections du Conseil Paysan. Le « hic », c'est que Conseil paysan et comités de Défense ne sont pas le Parti; et cela pose évidemment toute la question d'une méthode de travail pour nos cellules de village afin d'éviter le danger de « grignotage » et permettre leur plein développement. Nous renvoyons le camarade Bertrand à la résolution de la commission paysanne du congrès de Lille (articles 13-14 et 15).

Des questions de cette importance demandent à être traitées à fond. Nous y reviendrons. Nous sommes d'ailleurs persuadés que c'est pour n'avoir pas donné à sa pensée tous les développements désirables que notre camarade Bertrand a pu laisser croire à des divergences beaucoup plus apparentes que réelles.

J. Desnots (Commission paysanne).

* * * *

UNE HEUREUSE INITIATIVE

❖ ❖ ❖

Nous publions ci-dessous de larges extraits du Bulletin d'Information *de la région bretonne. L'initiative de nos camarades de Bretagne doit être étudiée par les commissions régionales d'Agit-Prop et les comités régionaux.*

Dans le préambule que nous reproduisons d'abord, nos camarades indiquent le but et le plan de leur Bulletin.

Camarades communistes, membres de la région bretonne,

Suivant la décision de notre Congrès régional du 30 mai dernier, nous sortons notre *Bulletin régional.*

Nous rappellerons ici, ce que dit à ce sujet le rapport moral du Congrès : « Un bulletin de la région serait créé. Il comprendrait les rubriques suivantes : Vie de la région, plan de conférence, plan de discussion pour les cellules, etc... Il paraîtrait dès que la situation financière le permettrait. »

Voici donc notre premier numéro, qu'en pensez-vous ?

La Vie régionale donnera les comptes rendus des séances du Comité régional; les comptes rendus, qui nous parviendront, des réunions de rayon, les comptes rendus des manifestations publiques du Parti que nos camarades nous feront parvenir.

Dans le présent numéro, après *la Vie régionale,* nous donnons un article sur la *Bretagne communiste.* A cette place viendront les problèmes intéressants qui se poseront devant la région. Nos camarades comprendront toute l'importance de l'article de ce bulletin, et nous sommes certains que toutes nos cellules mettront cette question à l'ordre du jour. Nous donnerons un compte rendu de la discussion et des décisions prises. Ensuite quelques statistiques, qui, nous en sommes certains, intéresseront nos militants. Nous tâcherons de vous donner quelque chose de nouveau, chaque fois, sous cette rubrique.

Vient après *Le Coin pratique du militant.* Nous donnerons aujourd'hui sur cette rubrique des conseils pour les cas de répression. La prochaine fois, nous pourrons expliquer comment on fait un tract, une affiche, un papillon, etc..., etc... Puis, comment tenir simplement une trésorerie, comment faire un ordre du jour de cellule, etc... Nous pensons que cela vous intéressera. Mais au fait, nous aimerions mieux savoir ce qui vous plairait le plus de voir traiter dans ce coin du militant. Ecrivez-nous. Posez-nous des questions.

Que pensez-vous de notre rubrique *Argumentation* ? Elle est originale ! Nous la croyons nécessaire. Nous sommes sûrs que nos camarades y trouveront intérêt. Mais d'abord, pensez-vous qu'elle soit utile ? Si non, pourquoi ? Si oui, qu'aimeriez-vous y voir traiter ? Pour cette rubrique, nous comptons aussi sur votre concours. Pour le *Plan de causerie,* nous ne vous en parlerons pas beaucoup; comme pour le reste, nous comptons

vous lire. Néanmoins, nous espérons qu'un camarade au moins par cellule pourra traiter les sujets que nous vous proposerons. Au fait, avez-vous un sujet qui intéresserait votre cellule et pour lequel vous voudriez un plan ?

En somme, ce *Bulletin* est un essai. C'est le *Bulletin* de la région, c'est-à-dire que tous vous devez y collaborer. Ce sera notre liaison entre la région, le rayon, la cellule. Vous devez y apporter la plus grande attention. Chers collaborateurs, nous pensons bientôt vous lire.

Fraternellement,

LA RÉDACTION.

Voici maintenant un extrait tout à fait simple et fort utile qui nous montre le caractère pratique du Bulletin :

Beaucoup de nos camarades ne savent pas répondre aux arguments de leurs adversaires, surtout à certains arguments dits classiques, tel, par exemple : Ce sont les communistes qui ont fait la scission; Pas de politique dans les syndicats; Ce sont les unitaires qui ont fait la scission; Je ne suis pas au Parti, mais je suis plus communiste que toi; Le jour de la révolution, nous verrons ceux qui seront sur la barricade; Je suis communiste, mais je veux être libre de mes actes, dans le Parti il y a trop de discipline, etc...

Nous parlerons aujourd'hui de l'un de ceux-ci : *Ce sont les communistes qui ont fait la scission.* La scission s'est faite au Congrès de Tours, qui s'est tenu du 25 au 30 décembre 1920. Si les communistes sont les scissionnistes, c'est probablement qu'ils ont été la minorité à ce congrès et qu'ils ne se sont pas inclinés devant la majorité ? Voyons les votes : pour l'adhésion à la IIIe Internationale : 3.208 mandats; motion de reconstruction déposée par Longuet : 1.022 mandats, abstentions 397; motion Leroy pour l'adhésion intégrale à la IIIe Internationale : 44, absents : 32; motion Pressemane, 60. Quels sont donc les votes dans notre région ? Côtes-du-Nord : absent; Finistère : 25 mandats à la IIIe Internationale, 2 abstentions, 4 mandats à Longuet.

D'après les chiffres cités, c'est net, n'est-ce pas ? Ce sont les socialistes, qui ne se sont pas inclinés devant la majorité, c'est-à-dire qui ont scissionné.

Camarades, il faut vous en servir, il faut le dire bien haut. Presque tous les députés, conseillers généraux, municipaux, socialistes, avaient servi l'Etat bourgeois pendant la guerre, ils s'étaient corrompus.

A Tours, la question était : Pour la Révolution russe ou pour les capitalistes qui l'attaquaient. La masse du Parti a répondu : Pour la Révolution russe, a formé le Parti communiste et jusqu'à ce jour, conduit le prolétariat à la lutte vers la révolution. Son attitude vigoureuse devant la guerre du Maroc a forcé l'admiration du monde révolutionnaire. La minorité de Tours a continué la collaboration, comme pendant la guerre, avec la bourgeoisie, est descendue bassement au Bloc des gauches, a voté les crédits pour la guerre du Maroc. La IIe Internationale voit ses chefs devenir ministres de rois, participer eux-mêmes à la répression; ils servent la bourgeoisie.

Voilà pourquoi a eu lieu la scission.

Voici un passage relatif à l'éducation :

Notre but est de donner à nos camarades le moyen de s'éduquer dans leurs cellules, d'avoir des réunions intéressantes, de leur donner des

sujets de discussion, d'étudier en commun notre doctrine, notre Parti communiste.

Le plan ci-dessous est divisé en deux parties. Il peut faire le sujet de discussion de deux réunions de cellule. Le camarade qui traitera le sujet trouvera certainement de quoi intéresser ses camarades avec une seule partie par réunion. Mais il faut que nos camarades songent que les tâches pratiques passeront avant toutes choses, au même titre que l'étude des faits d'actualité. La causerie faite par un camarade complétera idéologiquement la réunion, renforcera les connaissances de nos camarades, et leur facilitera le travail quotidien. Nous pouvons aussi ajouter que cela facilitera à nos camarades de prendre la parole.

Plan de causerie éducative

1re PARTIE : LA CONQUÊTE DES MASSES.

I. — *Les conceptions fausses du passé.*

a) Les conceptions anarchistes. Education progressive de tous les individus (petits groupes d'éducation) partisans des actes individuels, des minorités agissantes;

b) Les conceptions social-démocrates (c'est-à-dire du Parti socialiste). Le Parti, société de propagande. Pour prendre le pouvoir, il faut :

Que la majorité de la population soit ouvrière,

Que la majorité des habitants soient socialistes,

Que la majorité des ouvriers soient du Parti.

Pour arriver à ce résultat : meetings, journaux, élections, brochures.

II. — *Conception léniniste du Parti et de la conquête des masses.*

Le Parti est la fraction la plus consciente et la plus avancée de la classe ouvrière.

Il est nécessairement en minorité avant la prise du pouvoir.

Différence qu'il faut établir entre le Parti et la classe ouvrière.

Le problème qui se pose au Parti est le suivant : comment conquérir la classe ouvrière et les couches laborieuses de la population, c'est-à-dire comment les diriger dans le chemin de la Révolution ? Comment à chaque occasion de la vie politique et économique, faire agir sous la direction du parti, les masses qui, en régime capitaliste, ne peuvent pas être éduquées, ne peuvent être communistes dans leur ensemble ?

III. — *Propagande et agitation, les revendications concrètes.*

Propagande dans le Parti par le renforcement de l'idéologie du Parti, et parmi les sympathisants — agitation dans les masses qui ne peuvent comprendre tout le communisme, mais seront quand même avec le Parti et le considéreront peu à peu comme un guide sûr, si, chaque fois qu'elles sont touchées dans leurs intérêts immédiats, les *communistes s'affirment comme leurs véritables défenseurs* et leur proposent des solutions claires.

D'où pas de programme minimum comme dans les vieux partis socialistes, mais une série de revendications immédiates.

C'est surtout par son agitation et par son action qu'un P. C. étend son influence (sports, syndicats, coopératives, parlements).

IV. — *Les mots d'ordre.*

Rôle du « mot d'ordre », moteur, entraîneur, initiateur.

Mots d'ordre intérieurs au P. C. Bolchévisation, 75 p. 100 de nos efforts aux syndicats, etc...

Les différents mots d'ordre stratégiques et tactiques (Staline, pages 68 à 82).

Mots d'ordre généraux (propagande, stratégie). Bloc ouvrier et paysan, Gouvernement ouvrier et paysan, Front unique. *Ils valent pour une longue période.*

Mots d'ordre particuliers, immédiats, variables (agitation tactique): Paix immédiate avec le Rif; Contre les impôts Caillaux; Contre l'agression antisoviétiste.

Importance particulière des mots d'ordre : mots d'ordre justes, en octobre russe 1917. Mots d'ordre mauvais, en octobre allemand 1923.

V. — *Spontanéité.*

Conceptions anarchistes : croyant dans la période révolutionnaire à la naissance spontanée de la *conscience* révolutionnaire des masses, à la sortie de ses rangs de chefs de valeur, révolutionnaires.

Conception communiste : La nécessité d'un Parti communiste, fort idéologiquement, fortement discipliné, ayant une forte expérience, *acquise au cours des luttes passées,* un Parti capable de prendre la direction de la classe ouvrière, de fournir des chefs, un Parti que cette classe ouvrière elle-même place à sa tête, parce qu'elle reconnaît en lui, le seul Parti l'ayant toujours défendue.

La classe ouvrière sans Parti communiste est un corps sans tête.

Nous pourrions faire au Bulletin *de notre région bretonne quelques critiques, mais leur initiative est excellente et avant tout, nous avons voulu la signaler à l'attention des responsables d'agit-prop.*

LA SECTION D'AGIT-PROP CENTRALE.

Le Gérant : BELLANGER.

IMP. L'UNION TYPOGRAPHIQUE VILLENEUVE - SAINT - GEORGES

En vente à la LIBRAIRIE de L'HUMANITÉ

120, rue Lafayette, PARIS (x^e)

M. BEER

KARL MARX

Sa Vie - Son Œuvre

Traduit de l'Allemand
par M. OLLIVIER

Le premier livre qui ait paru en français sur K. Marx. Tous les communistes, tous les membres des organisations ouvrières doivent se le procurer. Il est très court, admirablement clair, à la portée de tout le monde.

Prix . . . . . 6 francs

VIENT DE PARAITRE :

Problèmes économiques de l'après-guerre

L'INFLATION

Ses profiteurs

Ses victimes

Par Victor CAT

Préface de MARCEL CACHIN

Prix : 4 fr. 50

En vente à la LIBRAIRIE de L'HUMANITÉ

120, rue Lafayette, PARIS (x^e^)

L'UNION TYPOGRAPHIQUE. VILLENEUVE-SAINT-GEORGES